



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 30 du 27 juillet 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 27 juillet 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1121
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1121
CABINET.....	1121
Bureau du cabinet.....	1121
Arrêté du 2 juillet 2012 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2012.....	1121
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1121
Arrêté n° 122/2012/S.I.D.P.C. du 12 juillet 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploités par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier, à Ludres.....	1121
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1122
Bureau des affaires budgétaires et financières.....	1122
Arrêté du 12 juillet 2012 portant règlement du budget primitif 2012 de la commune de Tonnoy.....	1122
Arrêté du 12 juillet 2012 portant règlement du budget primitif 2012 du Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Tonnoy.....	1125
Bureau du contrôle de légalité et du conseil aux collectivités.....	1126
Arrêté du 11 juillet 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze.....	1126
Arrêté du 11 juillet 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes du Mirabée et de la communauté de communes « la Pipistrelle » intégrant les communes d'Houdreville, Gerbécourt et Haplemont et Quevilloncourt.....	1126
Bureau des procédures environnementales.....	1127
Arrêté du 9 juillet 2012 portant renouvellement d'autorisation du système d'assainissement de l'agglomération de Longwy et du rejet de la station d'épuration du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy, au titre du code de l'environnement.....	1127
Arrêté 54-2011-00111 du 24 juillet 2012 autorisant le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle à réaliser des bassins de rétention des eaux pluviales issues de la Liaison RD 400 – A 33 (voie de contournement ouest de Saint-Nicolas-de-Port) et à rejeter ces eaux pluviales dans le ruisseau de la Madeleine et dans la Meurthe, au titre du code de l'environnement.....	1132
Arrêté N° 54-2012-00065 du 24 juillet 2012 autorisant à titre temporaire la commune de Bainville-aux-Miroirs à entreprendre les travaux de réparation du pont de Bainville-aux-Miroirs.....	1134
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1136
Bureau de la citoyenneté.....	1136
Arrêté du 24 juillet 2012 portant habilitation funéraire aux Ambulances GOTTIE à Lunéville.....	1136
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1137
Bureau de l'interministérialité.....	1137
Arrêté du 17 juillet 2012 portant nomination du directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale du département de Meurthe-et-Moselle.....	1137
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.38 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, pour la mise en œuvre des programmes :	1137
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	1137
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	1137
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.39 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, pour la mise en œuvre des programmes :	1138
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	1138
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	1138
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.40 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour la mise en œuvre des programmes :	1139
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	1139
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	1139
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.41 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL,	1139
pour la mise en œuvre des programmes :	1139
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	1139
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	1139
Arrêté N° 12 BI 37 du 20 juillet 2012 accordant délégation de signature à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale.....	1140
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1142
DIRECTION INTERREGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE	
DE LA JEUNESSE GRAND EST.....	1142
Arrêté du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature à Madame Mireille HIGINNEN directrice interrégionale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est.....	1142
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1143
Arrêté N° 2012-DIR-Est -SPR-54-001 permanent du 23 juillet 2012 relatif à la réglementation de la circulation sur l'autoroute A31 suite à des mesures conservatoires du PR 268+050 au PR 267+600 dans le sens Metz - Nancy.....	1143
Arrêté N° 2012-DIR-Est -SPR-54-002 permanent du 23 juillet 2012 relatif à la réglementation de la circulation sur l'autoroute A313 suite à des mesures conservatoires du PR 0+450 au PR 0+200 dans le sens Pont-à-Mousson - Nancy.....	1144
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1144
Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-056 du 26 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité de la signalisation «contre-sens» sur RN52.....	1144
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1146
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1146
Cellule personnes âgées.....	1146
Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N°0710 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°239 du 16 juillet 2012 autorisant la création d'une place d'accueil de jour à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes géré par la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy.....	1146
Cellule offre de soins	1147
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0766 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1147
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0765 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE LES NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1148
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0769 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1149
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0763 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1149
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0759 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1150
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0768 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1151
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0767 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1152
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0758 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1153
Arrêté ARS – DT 54 N° 2012-0760 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1153

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0764 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1154
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0762 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1155
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0757 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012.....	1156
Arrêté ARS-DT 54 N° 699/2012 du 9 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au centre régional de lutte contre le cancer Alexis Vautrin au 1er juillet 2012.....	1157
Arrêté ARS-DT 54 N° 0709/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre hospitalier 3H SANTE au 1er juillet 2012.....	1157
Arrêté ARS-DT 54 N° 0713/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au COCEE de FLAVIGNY SUR MOSELLE au 1er juillet 2012.....	1158
Arrêté ARS-DT 54 N° 0712/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre Jacques Pariset à Bainville-sur-Madon au 1er juillet 2012.....	1158
Arrêté ARS-DT 54 N° 0711/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au service de soins de suite de FLAVIGNY SUR MOSELLE au 1er juillet 2012.....	1159
DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE.....	1159
Arrêté N° 2012-0770 du 16 juillet 2012 portant modification de l'arrêté n°2011-406 du 20 octobre 2011 portant désignation des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine compétents pour émettre un avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ».....	1159
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1160
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1160
Subdélégation de signature du 13 juin 2012 en matière d'actions d'inspection de la législation du travail du directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle.....	1160
Décision du 18 juin 2012 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail.....	1163
Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 2 juillet 2012 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité.....	1164
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 25 juin 2012 enregistrée sous le N° SAP/534316468 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1166
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 29 juin 2012 enregistrée sous le N° SAP/752156802 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1166
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 5 juillet 2012 enregistrée sous le N° SAP/750774986 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1167
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 19 juillet 2012 enregistrée sous le N° SAP/752066167 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1167
Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 19 juillet 2012 enregistrée sous le N° SAP/524594165 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1168
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1168
Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-69 du 20 juillet 2012 autorisant à déroger à l'interdiction d'enlever, de transporter, de détenir et d'utiliser des spécimens d'oiseaux et de chiroptères morts.....	1168
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1169
Décision du 15 mai 2012 de délégations spéciales de signature pour les missions rattachées.....	1169
Décision du 15 mai 2012 de délégation de signature aux responsables du pôle pilotage et ressources et gestion fiscale (et, le cas échéant, à leur adjoint), ainsi qu'au responsable de la mission maîtrise des risques.....	1170
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1170
SERVICE HABITAT.....	1170
AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT – DELEGATION DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1170
Décision n°2012/DDT/HAB/06 du 14 juin 2012 portant adoption du programme d'actions territoriales 2012.....	1170
Décision n°2012/DDT/HAB/07 du 10 juillet 2012 de nomination du délégué adjoint de l'Agence Nationale de l'Habitat.....	1171
Décision n°2012/DDT/HAB/08 du 11 juillet 2012 de subdélégation de signature du délégué adjoint de l'Agence dans le département à plusieurs de ses collaborateurs.....	1172
AGRICULTURE – FORET - CHASSE.....	1173
Arrêté préfectoral n° 050 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 avril 1993 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt.....	1173
Arrêté préfectoral n° 049 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 avril 1993 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt.....	1174
Arrêté préfectoral n° 205 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 novembre 1975 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Autrepierre.....	1175
Arrêté préfectoral n° 051 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Leintrey.....	1176
Arrêté préfectoral n° 206 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1975 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondrexon.....	1177
Arrêté préfectoral n° 332 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crevéchamps.....	1178
Arrêté préfectoral n° 25 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey.....	1179
ENVIRONNEMENT-EAU-BIODIVERSITE.....	1180
Arrêté DDT-PECHE 2012/017 du 18 juillet 2012 spécifique réglementant les tailles de capture et les dates d'ouverture et de fermeture de la pêche de l'Ecrevisse à pattes rouges (Astacus astacus) sur l'étang de pêche de Favières pour l'année 2012.....	1180
Arrêté DDT-PECHE 2012/018 du 18 juillet 2012 autorisant le bureau d'études PEDON Environnement et Milieux Aquatiques SARL à pratiquer des pêches à des fins scientifiques sur la Meurthe, la Moselle navigable et le Rupt de Mad dans le cadre du diagnostic PCB et mercure sur le bassin Rhin-Meuse.....	1180
TRANSPORT - SECURITE.....	1181
Arrêté 2012/DDT/TS/051 du 20 juillet 2012 approuvant le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des infrastructures routières et ferroviaires du réseau de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1181
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1183
SERVICE SOLIDARITE INSERTION.....	1183
Arrêté DDSC/SI/2012/33 du 2 juillet 2012 complétant et modifiant l'arrêté DDSC/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle.....	1183
Arrêté DDSC/SI/2012-32 du 2 juillet 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1183
AUTRES SERVICES.....	1184
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1184
SECRÉTARIAT DIRECTION GÉNÉRALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	1184
Délégation de signature du 23 juillet 2012 accordée par le directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy.....	1184

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 2 juillet 2012 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant modification du décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié, relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports,
VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports,
VU l'avis émis par la commission départementale de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports le 29 juin 2012,
VU l'instruction ministérielle du 19 septembre 2000 relative au nouveau contingent pour chacun des échelons de la médaille de la jeunesse et des sports à compter du 1er janvier 2001,
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet,

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur Daniel FEITE
- Monsieur Francis TORDI
- Monsieur Pierre GAUDELET
- Madame Maryse SACCENTI
- Monsieur Jean-Paul FERRARI
- Monsieur Daniel BLUETTE
- Madame Nicole SABLON
- Monsieur Yves PETITFRERE
- Monsieur Daniel BERAT
- Monsieur Marcel GIUSTINIANI
- Monsieur Guy MERTZ
- Monsieur Lucien LEMMER
- Monsieur Claude DERRIERE
- Monsieur Michel MALGLAIVE
- Monsieur Jean-Marie SCHNEIDER
- Madame Florence FALINE
- Madame Joëlle PERRIER
- Monsieur Georges PATRON
- Monsieur André CLAUDON-NANCY
- Monsieur Michel CHALIER
- Monsieur Roger JORDAN
- Monsieur Marc CONREAUX
- Madame Colette BLOT
- Monsieur Franck LALO
- Monsieur Bruno VIGNALI
- Monsieur Joël DREYER
- Monsieur Jean-Paul FIZAINE
- Monsieur Serge FILIPPOZZI
- Monsieur Vito MORGESE.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à la Ministre des Sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Nancy, le 2 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté n° 122/2012/S.I.D.P.C. du 12 juillet 2012 portant approbation du plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploité par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier, à Ludres**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 96/82/CE du 9 décembre 1996 du Conseil de l'Union européenne modifiée concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement ;
VU le code de la sécurité intérieure ;
VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1), et notamment son article 44 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;
VU le décret n° 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
VU le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan O.R.S.E.C. et pris pour application de l'article 14 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
VU le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 modifié relatif aux plans particuliers d'intervention concernant certains ouvrages ou installations fixes pris en application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;

VU le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services publics de radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article 8 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation civile ;

VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration du plan particulier d'intervention, pris en application de l'article 4 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif à la consultation du public sur le projet de plan particulier d'intervention de certaines installations, pris en application de l'article 8-II du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations, pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;

VU l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte ;

VU la circulaire du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales n° INTE0700092C du 21 septembre 2007 relative aux plans particuliers d'intervention des établissements « Seveso seuil haut » ;

VU la circulaire interministérielle n° DEVP1020295C du 12 janvier 2011 relative à l'articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification O.R.S.E.C. afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées ;

VU la circulaire interministérielle n° DEVP1126807C du 20 février 2012 relative à la gestion des impacts environnementaux et sanitaires d'événements d'origine technologique en situation post-accidentelle ;

VU l'arrêté n° 7/2008/S.I.D.P.C. en date du 15 mai 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploité par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier, à Ludres ;

VU les conclusions des études de dangers de 1998, du 28 novembre 2003 complétée le 15 juin 2004, et du 19 septembre 2006 complétée le 2 avril 2007, ainsi que les conclusions de la tierce expertise de novembre 2005 ;

VU les observations recueillies lors de la procédure réglementaire de consultation du public du 15 mars 2012 au 16 avril 2012 ;

VU l'avis du maire de la commune de Ludres en date du 24 avril 2012 ;

VU l'avis de l'exploitant du dépôt de produits agropharmaceutiques à Ludres en date du 27 avril 2012 ;

VU les avis des chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, des chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et des responsables des organismes publics ou privés appelés à intervenir dans le plan ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploité par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier, à Ludres, annexé au présent arrêté, est approuvé et applicable immédiatement. Il s'intègre au dispositif O.R.S.E.C. départemental, dont il constitue un volet des dispositions spécifiques.

Article 2 : Ce plan sera révisé chaque fois que nécessaire et au moins tous les trois ans.

Article 3 : Les dispositions du plan s'appliquent sur le territoire de la commune de Ludres. Le maire de cette commune doit élaborer un plan communal de sauvegarde, conformément aux dispositions du décret n° 2005-1156 susvisé.

Article 4 : Les modalités d'alerte des populations concernées sont définies dans le plan particulier d'intervention annexé au présent arrêté.

Article 5 : L'arrêté n° 7/2008/S.I.D.P.C. en date du 15 mai 2008 du préfet de Meurthe-et-Moselle portant approbation du plan particulier d'intervention du dépôt de produits agropharmaceutiques exploité par la société SEVEAL au parc d'activités du Pré la Dame, 193 rue Paul Sabatier, à Ludres, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur de cabinet, le maire de la commune de Ludres, le directeur de la société SEVEAL, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, l'ensemble des services et organismes mentionnés dans la mise en œuvre du plan particulier d'intervention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. En outre, un avis indiquant les lieux où le plan peut être consulté, ainsi que le territoire sur lequel s'appliquent les dispositions du plan, sera inséré dans la presse locale.

Nancy, le 12 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières

Arrêté du 12 juillet 2012 portant règlement du budget primitif 2012 de la commune de Tonnoy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995, relatif aux chambres régionales des comptes ;

Vu la saisine de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine, effectuée le 25 mai 2012, en vue du règlement du budget primitif principal 2012 et des budgets annexes «eau» et «assainissement» de la commune de TONNOY, suite au défaut d'adoption de ces budgets dans le délai prévu par la loi, conformément aux dispositions de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine du 22 juin 2012, reçu en préfecture le 5 juillet 2012, proposant de régler le budget primitif principal et les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement de la commune de TONNOY ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le budget primitif principal 2012 de la commune de TONNOY est arrêté à la somme de 525 590 € en dépenses et 531 324 € en recettes.

Article 2 : Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement sont fixées à 472 876 €. Les dépenses d'investissement sont fixées à 52 714 € et les recettes à 58 448 €. Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2012

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

(en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	84 276	70 Produits des services, domaine et ventes directes	6 437

012 Charges de personnel et frais assimilé	130 380	73 Impôts et taxes	157 399
014 Atténuation de produits	150 600	74 Dotations, subventions et participations	130 476
65 Autres charges de gestion courante	95 968	75 Autres produits de gestion courante	45 300
Total des dépenses de gestion courante	461 224	Total des recettes de gestion courante	339 612
66 Charges financières	8 500	76 Produits financiers	600
022 Dépenses imprévues	1 360		
Total des dépenses réelles de fonctionnement	471 084	Total des recettes réelles de fonctionnement	340 212
04 042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	1 791	042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	10 000
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	1 791	R002 Résultat reporté	122 664
TOTAL	472 876	TOTAL	472 876

SECTION D'INVESTISSEMENT :
(en €)

DÉPENSES			RECETTES		
	Restes à Réaliser	Propositions nouvelles	Total		
20 Immobilisations incorporelles		11 302	11 302	1. Subventions d'investissement	0
21 Immobilisations corporelles		4 874	4 874	Total des recettes d'équipement	0
23 Immobilisations en cours	2 238		2 238	10 Dotations, fonds divers et réserves	6552
Total des dépenses d'équipement	2 238	16 176	18 414	165 Dépôts et cautionnements	700
16 Remboursement d'emprunt		23 800	23 800	Total des recettes financières	7 252
165 Remboursement caution		500	500	Total des recettes réelles d'investissement	7 252
020 Dépenses imprévues		0	0	040 Opérations d'ordre de transferts entre sections	1 791
Total des dépenses financières		24 300	24 300	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 791
Total des dépenses réelles d'investissement	2 238	40 476	42 714	R001 Solde d'exécution reporté	49 405
040 Opérations d'ordre de transferts entre sections		10 000	10 000		
TOTAL	2 238	50 476	52 714	TOTAL	58 448

Article 3 : Le produit attendu de la fiscalité locale à inscrire au chapitre 73 «impôts et taxes», à l'article 7311 «contributions directes» peut être arrêté à la somme de 145 299 € au titre des impôts locaux correspondant au produit fiscal à taux constants, à savoir 14,99 % pour la taxe d'habitation, 6,86 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 17,60 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties et 19,00 % pour le taux de CFE.

Article 4 : Par délibération du 4 avril 2012, le comité syndical du Syndicat Mixte Scolaire de Bayon a autorisé la commune membre de TONNOY à régler, par centimes syndicaux, sa participation aux dépenses de fonctionnement et d'investissement 2012 qui s'élève à 2 086,75 €. En application des articles L 5212-19, L5212-20 et L 2331-3 du code général des collectivités territoriales, le produit syndical attendu à recouvrer au profit du Syndicat Mixte Scolaire de Bayon s'élèvera à 2 087 €.

Article 5 : Le budget primitif 2012 annexe «eau» de la commune de TONNOY est arrêté :

- pour la section d'exploitation, à la somme de 91 089 € en dépenses et en recettes ;
 - pour la section d'investissement, à la somme de 12 794 € en dépenses et 92 251 € en recettes.
 Les dépenses et recettes sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET 2012 «EAU»

SECTION D'EXPLOITATION :

(en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	12 900	70 Vente de produits finis, prestations de services	27 500
014 Atténuation de produits	2 000	74 Subventions d'exploitation	1 477
Total des dépenses de gestion courante	14 900	Total des recettes de gestion courante	28 977
66 Charges financières	1 808		
Total des dépenses réelles	16 708	Total des recettes réelles	28 977
023 Virement à la section d'investissement	58 280		
042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	16 101	042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	6 607
Total des dépenses d'ordre	74 381	R002 Résultat reporté	55 505
TOTAL	91 089	TOTAL	91 089

SECTION D'INVESTISSEMENT :

(en €)

DÉPENSES		RECETTES	
20 Immobilisations incorporelles	0	27 Autres immobilisations financières	0
23 Immobilisations en cours	0	Total des recettes réelles	0
16 Remboursement d'emprunt	4 187	021 Virement de la section d'exploitation	58 280
Total des dépenses financières	4 187	040 Opérations d'ordre de transferts entre section	16 101
Total des dépenses réelles	4 187	041 Opérations patrimoniales	2 000
040 Opérations d'ordre de transferts entre sections	6 607	Total des recettes d'ordre	76 381
041 Opérations patrimoniales	2 000	R001 Solde d'exécution reporté	15 870
Total des dépenses d'ordre	8 607		
TOTAL	12 794	TOTAL	92 251

Article 6 : Le budget primitif 2012 annexe «assainissement» de la commune de TONNOY est arrêté :

- pour la section d'exploitation, à la somme de 81 015 € en dépenses et en recettes ;
 - pour la section d'investissement, à la somme de 6 079 € en dépenses et 91 457 € en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET 2012 «ASSAINISSEMENT»

SECTION D'EXPLOITATION :

(en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	28 300	70 Vente de produits finis, prestations de services	12 000
Total des dépenses de gestion courante	28 300	74 Subventions d'exploitation	1 300
Total des dépenses réelles	28 300	Total des recettes de gestion courante	13 300
023 Virement à la section d'investissement	39 904	Total des recettes réelles	13 300
042 Opérations d'ordre de transferts	12 811	042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	6 079

entre sections			
Total des dépenses d'ordre	52 715	R002 Résultat reporté	61 636
TOTAL	81 015	TOTAL	81 015

SECTION D'INVESTISSEMENT :
(en €)

DÉPENSES		RECETTES	
21 Immobilisations corporelles	0	27 Autres immobilisations financières	0
23 Immobilisations en cours	0	Total des recettes réelles	0
Total des dépenses réelles	0	021 Virement de la section d'exploitation	39 904
040 Opérations d'ordre de transferts entre sections	6 079	040 Opérations d'ordre de transferts entre sections	12 811
Total des dépenses d'ordre	6 079	Total des recettes d'ordre	52 715
		R001 Solde d'exécution reporté	38 743
TOTAL	6 079	TOTAL	91 457

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de TONNOY et le trésorier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 12 juillet 2012 portant règlement du budget primitif 2012 du Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Tonnoy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995, relatif aux chambres régionales des comptes ;
VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine, effectuée le 25 mai 2012, en vue du règlement du budget primitif 2012 du Centre communal d'action sociale de la commune de TONNOY, suite au défaut d'adoption de ce budget par le conseil d'administration dans le délai prévu par la loi, conformément aux dispositions de l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;
VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine du 22 juin 2012, reçu en préfecture le 5 juillet 2012, proposant de régler le budget primitif 2012 du Centre communal d'action sociale de la commune de TONNOY ;
CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Le budget primitif 2012 du Centre communal d'action sociale de la commune de TONNOY composé de la seule section de fonctionnement est arrêté à la somme de 2 611 € en dépenses et en recettes. Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET PRIMITIF 2012 DU CCAS

SECTION DE FONCTIONNEMENT :
(en €)

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	1 950	74 Dotations, subventions et participations	1 500
65 Autres charges de gestion courante	661	75 Autres produits de gestion courante	0
Total des dépenses de gestion courante	2 611	Total des recettes de gestion courante	1 500
Total des dépenses réelles de fonctionnement	2 611	Total des recettes réelles de fonctionnement	1 500
		R002 Résultat de fonctionnement reporté	1 111
TOTAL	2611	TOTAL	2 611

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Présidente du Conseil d'administration du centre communal d'action sociale de la commune de TONNOY et le trésorier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la

chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 12 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Bureau du contrôle de légalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 11 juillet 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;
VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;
VU l'avis émis sur ce projet de fusion par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 10 juillet 2012 ;
CONSIDERANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;
CONSIDERANT que ce projet de fusion s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la nouvelle communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Badonvillois et de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze est fixé comme suit :

- a) communauté de communes du Badonvillois regroupant les communes de : Angomont, Badonviller, Bréménil, Fenneville, Montigny, Neufmaisons, Neuville-lès-Badonviller, Pexonne, Saint-Maurice-aux-Forges et Sainte-Pôle,
- b) communauté de communes du pays de la Haute Vezouze regroupant les communes : Bertrambois, Cirey-sur-Vezouze, Parux, Petitmont, Saint-Sauveur, Tanconville et Val-et-Chatillon.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- aux présidents des communautés de communes concernées par le projet de périmètre afin de recueillir l'avis des organes délibérants ;
- aux maires des communes incluses dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 11 juillet 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes du Mirabée et de la communauté de communes « la Pipistrelle » intégrant les communes d'Houdreville, Gerbécourt et Haplemont et Quevilloncourt.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;
Vu la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;
Vu l'avis émis sur ce projet de fusion par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 10 juillet 2012 ;
CONSIDERANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;
CONSIDERANT que ce projet de fusion s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er: Le projet de périmètre de la nouvelle communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes du Saintois, de la Pipistrelle et du Mirabée et incluant les communes de Houdreville, Quevilloncourt et Gerbécourt-et-Haplemont est fixé comme suit :

- a) communauté de communes du Saintois regroupant les communes : Affracourt, Autrey-sur-Madon, Benney, Ceintrey, Chaouilley, Clérey-sur-Brenon, Crantenoy, Dommarie-Eulmont, Etrevail, Forcelles-Saint-Gorgon, Germonville, Goviller, Griport, Hammeville, Haroué, Houdelmont, Laloeuf, Laneuveville-devant-Bayon, Lemainville, Leménil-Mitry, Ognéville, Omelmont, Ormes-et-Ville, Parey-saint-Césaire, Saint-Remimont, Saxon-Sion, Tantonville, They-sous-Vaudemont, Thorey-Lyautey, Vaudémont, Vaudeville, Vaudigny, Vézelize, Vitrey, Voinémont et Vroncourt,
- b) communauté de communes du Mirabée regroupant les communes de : Bouzanville, Bralleville, Diarville, Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Sainctois, Gugney, Housséville, Jevoncourt et Saint-Firmin,
- c) communauté de communes « la Pipistrelle » regroupant les communes de : Bainville-aux-Miroirs, Lebeuville, Mangonville, Neuville-sur-Moselle, Praye, Roville-devant-Bayon et Xirocourt,
- d) commune d'Houdreville,
- e) commune de Quevilloncourt,
- f) commune de Gerbécourt-et-Haplemont.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- aux présidents des communautés de communes concernées par le projet de périmètre afin de recueillir l'avis des organes délibérants ;
- aux maires des communes incluses dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 9 juillet 2012 portant renouvellement d'autorisation du système d'assainissement de l'agglomération de Longwy et du rejet de la station d'épuration du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy, au titre du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement ;
VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;
VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la santé publique ;
VU la directive européenne n° 91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;
VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
VU le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de décentralisation ;
VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
VU le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994, modifié ;
VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997, et son arrêté modificatif du 3 juin 1998 ;
VU l'arrêté interministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅ ;
VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du Code de l'environnement ;
Vu l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1996 portant autorisation du rejet de la station d'épuration du Syndicat Intercommunal de l'Agglomération de Longwy (S.I.A.A.L.) sur la commune de Lexy ;
VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2009 autorisant le recyclage agricole des boues produites par la station d'épuration du Syndicat Intercommunal de l'Agglomération de Longwy (S.I.A.A.L.) ;
VU l'arrêté préfectoral SGAR n° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2012 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU le dossier de demande de renouvellement d'autorisation déposé par Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy, ci-après désignée par le pétitionnaire ;
VU l'avis favorable du Service Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU le rapport présenté en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Meurthe-et-Moselle en séance du 14 juin 2012 ;
VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Meurthe-et-Moselle en date du 14 juin 2012 ;
VU l'avis favorable émis par le pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 18 juin 2012 ;
Considérant qu'il peut être donné une suite favorable à la demande susvisée, sous réserve que toutes dispositions soient prises pour éviter toute modification de la nature et du régime des eaux ;
Considérant que la demande du pétitionnaire s'inscrit dans le cadre du respect du bon état des masses d'eau au sens de la Directive cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 ;
SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : OBJET DE L'AUTORISATION

Les ouvrages d'assainissement collectif des communes de Chenières, Cosnes et Romain, Cutry, Haucourt-Moulaine, Herserange, Hussigny-Godbrange, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon, Saulnes et Villers-la-Montagne, traitant les eaux usées domestiques de ces communes, réalisés par le pétitionnaire sont autorisés au titre des articles L.214-1 à L.214-6 et des articles R.214-6 à R.214-31 du Code de l'environnement

Ils correspondent à la définition des rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Désignation des activités	Rubrique	Régime
- Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales supérieure à 600 kg de DBO ₅	2.1.1.0.	Autorisation
- Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier 1) supérieur à 600 kg de DBO ₅ (A) 2) supérieur à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO ₅ (D)	2.1.2.0.	Autorisation
- Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant 1) supérieure ou égale à 20 ha (A) 2) supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	2.1.5.0.	Autorisation

Article 2 : SITUATION ET NATURE DE LA STATION D'EPURATION

Les caractéristiques de la station d'épuration intercommunale mise en service en avril 1994 sont les suivantes :

2.1- site

La station d'épuration se situe sur la parcelle N° 0258 de la section ZD au lieu-dit "Ile aux Prêtres" sur la commune de Lexy.

2.2 capacité de traitement

La capacité de traitement est de 3850 kg/j de DBO₅, soit 64 000 équivalent-habitants environ (sur la base du ratio réglementaire de 60 g de DBO₅/EH).

2.3 filière de traitement

La filière de traitement est de type boues activées à aération prolongée.

2.4 Point de rejet par temps sec

Le point principal de rejet se situe en rive droite de la Chiers

Les coordonnées sont : X = 897 183, Y = 6 935 330 (en Lambert 93)

2.5 Points de rejet supplémentaires par temps de pluie

Les deux points secondaires par temps de pluie quand le débit dépasse la capacité maximale acceptée par la station d'épuration (1600 m³/h) sont:

- Sur-verse du bassin d'orage : X = 897 351, Y = 6 935 375 (en Lambert 93)

- Sur-verse pied de la vis d'Archimède : X = 897 288, Y = 6 935 355 (en Lambert 93)

2.6 Débits et flux

- débit par temps sec eaux usées : 8 900 m³/j - 370 m³/h

- débit eaux claires parasites par temps sec : 8 900 m³/j - 370 m³/h

- débit total par temps sec : 17 800 m³/j - 740 m³/h

- débit de pointe par temps sec : 1 000 m³/h

- débit minimal nocturne par temps sec : 450 m³/h

- débit de référence* : 38 400 m³/j - 1 600 m³/h

avec possibilité d'un débit de pointe horaire de 1 950 m³/h

* Le débit de référence est le débit horaire en de ça duquel l'ouvrage d'épuration pourra satisfaire des rendements épuratoires permettant de garantir l'objectif de qualité.

Par temps de pluie, un débit maximal de 1600 m³/h pourra être admis sur le traitement biologique. Tout débit arrivant en tête de station compris entre 1600 et 1950 m³/h sera pré-traité (dégrillage, dessablage, dégraissage) puis stocké dans le bassin d'orage qui a une capacité de 1300 m³. Ces eaux usées seront reprises et admises ultérieurement sur le traitement biologique. Au-delà des 1300 m³ potentiellement stockables, les eaux seront rejetées au milieu naturel après passage et comptage par le trop plein du bassin d'orage.

Article 3 : SYSTEME DE COLLECTE**3.1. généralités**

La collecte concerne :

- Les 13 communes qui sont adhérentes au S.I.A.A.L., soit Chenières, Cosnes-et-Romain, Cutry, Haucourt-Moulaine, Herserange, Hussigny-Godbrange, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon, Saulnes et Villers-la-Montagne.

- Un quartier de la commune belge d'Aubange représentant environ 175 équivalents habitants.

- Un quartier dénommé "La Sauvage" de la commune luxembourgeoise de Differdange représentant environ 518 équivalents habitants.

Le taux de collecte de la DBO₅ devra être supérieur à 80%.

Le pétitionnaire instruira les autorisations de déversements pour tout raccordement d'effluents non domestiques, en fonction de la composition de ces effluents.

Ces effluents ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;

- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;

- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ;

Pour tout raccordement de ce type, une étude spécifique devra être réalisée. Cette étude devra démontrer la possibilité de traiter les effluents sur la station d'épuration ainsi que l'innocuité des effluents rejetés au réseau sur les boues produites par la station d'épuration et sur le rejet de cette dernière ;

3.2. Déversoirs d'orage (D.O.)

Le réseau du S.I.A.A.L. est doté de 77 déversoirs d'orage répartis comme suit :

- Chenières : 4 DO

Aucun déversement dans le milieu naturel n'aura lieu par temps sec.

Les caractéristiques et les coordonnées des déversoirs d'orage sont définies en annexe.

Si des modifications doivent intervenir dans le cadre de la réalisation de travaux, le service chargé de la police de l'eau devra en être tenu informé. Une liste actualisée ainsi qu'un plan du réseau d'assainissement de l'agglomération devront être fournis au service chargé de la police de l'eau à la fin des travaux.

4 déversoirs d'orage sont soumis à autorisation

44 déversoirs d'orage sont soumis à déclaration.

3.3. Stations de refoulement (S.R.)

Le réseau du S.I.A.A.L. est doté 41 stations de refoulement, réparties comme suit :

- Cosnes-et-Romain : 1 SR

- Haucourt-Moulaine : 4 SR

- Herserange : 2 SR

- Hussigny-Godbrange : 4 SR

- Longwy : 10 SR

- Longlaville : 4 SR

- Mexy : 2 SR

- Mont-Saint-Martin : 5 SR

- Réhon : 3 SR

- Saulnes : 1 SR

- Villers-la-Montagne : 3 SR

- Lexy : 2 SR

Les caractéristiques et les coordonnées des stations de refoulement sont définies en annexe.

18 rejets de stations de refoulement sont soumis à autorisation.

4 rejets de stations de refoulement sont soumis à déclaration.

3.4. Bassins de rétention des eaux pluviales (B.R.)

Le réseau du SIAAL est doté 41 bassins de rétention des eaux de pluie, répartis comme suit :

- Cosnes-et-Romain : 10 BR
- Cutry : 2 BR
- Haucourt-Moulaine : 2 BR
- Herserange : 2 BR
- Hussigny-Godbrange : 8 BR
- Longwy : 3 BR
- Longlerville : 1 BR
- Mexy : 2 BR
- Mont-Saint-Martin : 9 BR
- Réhon : 2 BR

Les caractéristiques et les coordonnées des bassins de rétention sont définies en annexe.

2 rejets de bassins de rétention sont soumis à autorisation.

25 rejets de bassins de rétention sont soumis à déclaration.

3.5. Bassins d'orage (B.O.)

Le réseau du SIAAL est doté 15 bassins d'orage, répartis comme suit:

- Chenières : 1 BO
- Cosnes-et-Romain : 2 BO
- Cutry : 1 BO
- Haucourt-Moulaine : 1 BO
- Hussigny-Godbrange : 2 BO
- Longwy : 2 BO
- Longlerville : 1 BO
- Mexy : 1 BO
- Mont-Saint-Martin : 1 BO
- Réhon : 1 BO
- Saulnes : 1 BO
- Lexy : 1 BO

Les caractéristiques et les coordonnées des bassins d'orage sont définies en annexe.

1 bassin d'orage est soumis à autorisation.

14 bassins d'orage sont soumis à déclaration.

Les plans de recouvrements de toutes les modifications des réseaux et des ouvrages devront être fournis au service chargé de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : SYSTEME DE TRAITEMENT

4.1. Capacité du système de traitement

La station d'épuration est dimensionnée pour 3850 Kg/jour de DBO5 soit 64.000 équivalents/habitants environ.

4.2. Rejets

Les rejets devront respecter les caractéristiques ci-après :

- température: < 25° C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur
- substances capables d'entraîner la destruction des poissons : l'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction des poissons après mélange avec les eaux réceptrices à 50 mètres en aval du point de rejet.
- hydrocarbures : les effluents rejetés ne devront pas contenir d'hydrocarbures en quantité susceptible de provoquer l'apparition d'un film visible à la surface de l'eau en aval immédiat du rejet ou sur les berges et ouvrages à proximité. A cet effet il devra être procédé à un déshuilage poussé des effluents avant rejet, et toutes précautions utiles devront être prises pour éviter le rejet accidentel d'huiles à l'égout.
- odeur: l'effluent ne doit pas dégager d'odeur putride ou ammoniacale même après cinq jours d'incubation à 20°C
- concentrations maximales journalières et rendements:

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)	Rendement sur échantillon moyen 24 heures
DBO ₅	25 mg/L	90 %
DCO	90 mg/L	75 %
MES	30 mg/L	90 %
NTK	10 mg/L	80 %
NGL	15 mg/L	70 %
Pt	2 mg/L	80 %

Les valeurs énoncées précédemment pourront être modifiées par le service chargé de la police de l'eau afin de respecter les contraintes liées au milieu récepteur.

Les performances de traitement devront notamment permettre d'atteindre le bon état de la masse d'eau Chiers, conformément aux dispositions de l'article L.212-1 du Code de l'environnement.

Les concentrations sont déterminées selon les protocoles normalisés sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté.

Les exigences se limitent au respect d'un critère : rendement ou concentration.

Le permissionnaire supportera les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution des travaux légalement ordonnés ou autorisés d'entretien, de curage ou d'aménagement de cours d'eau. Il supportera toutes conséquences de quelque nature que se soit, de ces travaux sans demander aucune indemnité sous quelque forme que ce soit.

Toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci ou tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Le permissionnaire doit prendre toute précaution utile en raison des venues d'eau possibles par la canalisation de rejet, en cas de crue du cours d'eau Chiers.

4.3. Boues

Les boues produites par la station d'épuration seront valorisées en agriculture conformément à l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2009.

En cas de problème sur cette filière, le pétitionnaire prendra les mesures nécessaires, en accord avec la réglementation en vigueur, pour effectuer le traitement du ou des lots de boues concernés. Les boues pourront être incinérées ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

Les capacités et modalités de stockage des boues seront adaptées et conformes à la législation en vigueur.

4.4. Déchets

Les autres sous-produits seront, si possible, valorisés.

Article 5 : SURVEILLANCE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

5.1. Auto-surveillance

Le pétitionnaire tiendra un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse comportant les éléments objets de ce paragraphe 5.1.

Il rédigera et tiendra à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel sera transmis au service chargé de la police de l'eau pour validation et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Il dressera un rapport annuel de synthèse du fonctionnement du système de traitement qu'il adressera aux services ci-avant.

5.1.1. Le réseau de collecte

Le pétitionnaire vérifiera la qualité des branchements particuliers et réalisera chaque année un bilan du taux de raccordement, du taux de collecte et du taux de dilution.

Sur les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure à 600 kg de DBO₅ par jour (soit 10 000 EH), le pétitionnaire réalise en continu la mesure du débit et estime la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie.

Sur les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 et 600 kg de DBO₅ par jour (soit entre 2 000 et 10 000 EH), le pétitionnaire estimera les périodes de déversement et les débits rejetés.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent pour le déversoir d'orage ou le by-pass situé en amont immédiat de la station.

Le pétitionnaire réalisera le suivi du réseau de canalisations et tiendra à jour le plan de son réseau et de ses branchements.

Le pétitionnaire tiendra à jour les conventions de raccordement prévues à l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique.

5.1.2. La station d'épuration, rejets et sous-produits

Le pétitionnaire enregistrera l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et de sa fiabilité.

Il devra mettre en place à ses frais et sous sa responsabilité un programme d'auto surveillance :

- de chacun de ses principaux rejets ;
- des flux de ses sous produits (y compris ceux du réseau de collecte).

La station sera équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval en canal ouvert et de préleveurs d'échantillons automatiques asservis à la mesure débitométrique pour l'eau usée à l'entrée de la station et l'eau épurée avant rejet dans la Chiers.

L'exploitant conservera au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Les mesures devront être réalisées selon un planning soumis au début de chaque année au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Les résultats de ces mesures devront être transmis mensuellement sous format informatique (SANDRE) au service police de l'eau.

Tout dépassement des prescriptions définies à l'article 4.2. devra être signalé au service police de l'eau dans les plus brefs délais.

Le nombre annuel de mesures devra être au moins égal aux valeurs du tableau ci-après :

PARAMETRE	DEBIT	MES	DBO ₅	DCO	NTK	NH ₄	NO ₂	NO ₃	Pt	BOUES quantité et matière sèche
fréquence des mesures	365	104	52	104	52	52	52	52	52	104

5.1.3. Règles de tolérance

Ces paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils prévus à l'article 4.2. ne dépasse pas le nombre prescrit ci-après :

- pour les MES et la DCO : nombre maximal d'échantillons non conformes 9 (neuf)
- pour la DBO₅ : nombre maximal d'échantillons non conformes 5 (cinq)
- pour l'azote et le phosphore : le respect des exigences se fera en moyenne annuelle en terme de concentration ou de rendement ;

5.1.4. Surveillance des micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel

5.1.4.1 La première année de mesures : campagne initiale

Le pétitionnaire est tenu de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par son installation dans les conditions définies ci-dessous.

Le pétitionnaire doit procéder ou faire procéder dans le courant de l'année 2012 à une série de 4 mesures permettant de quantifier les concentrations des micropolluants mentionnés à l'annexe 3 du présent arrêté dans les eaux rejetées par la station au milieu naturel. Ces mesures constituent la campagne initiale de recherche.

Les concentrations moyennes journalières mesurées devront permettre, à l'aide des mesures de débit réalisées en sortie de station, de calculer, pour chaque micro polluant, le flux journalier rejeté au milieu naturel.

5.1.4.2 Les années suivantes : surveillance régulière

Le pétitionnaire poursuit ou fait poursuivre les mesures au cours des années suivantes, à raison d'une série de 6 mesures par an, au titre de la surveillance régulière, pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

Sont considérés comme non significatifs, les micro polluant décrits dans l'annexe 3 du présent arrêté mesurés lors de la campagne initiale et présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie dans l'annexe 3 du présent arrêté pour cette substance.
- toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale prévue dans l'arrêté du 25 janvier 2010), et tous les flux journaliers calculés pour le micropolluant sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE. Ces deux conditions devant être réunies simultanément.

- lorsque les arrêtés du 25 janvier 2010 ou du 20 avril 2005 ne définissent pas de NQE pour le micropolluant : les flux estimés sont inférieurs aux seuils de déclaration dans l'eau prévus par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

5.1.4.3 Remise à jour du suivi

Tous les trois ans, l'une des mesures de la surveillance régulière quantifie l'ensemble des micropolluants indiqués dans l'annexe 3 du présent arrêté. La surveillance régulière doit être actualisée l'année suivant cette mesure en fonction de son résultat et des résultats de la surveillance régulière antérieure selon les principes détaillés au paragraphe précédent.

L'ensemble des mesures de micropolluants prévues aux paragraphes ci-dessus est réalisé conformément aux prescriptions techniques de l'annexe 2 du présent arrêté. Les limites de quantification minimales à atteindre par les laboratoires pour chaque molécule sont précisées dans le tableau défini à l'annexe 3 du présent arrêté.

5.1.4.4 Transmission des résultats

Les résultats des mesures relatives aux micro polluants reçues durant le mois N, sont transmis dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans le cadre de la transmission régulière des données d'auto surveillance effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'auto surveillance des systèmes d'assainissement du Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Un rapport annexé au bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement, prévu à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprend l'ensemble des résultats des mesures indiquées ci-avant. Ce rapport doit notamment permettre de vérifier le respect des prescriptions techniques analytiques prévues à l'annexe 2 du présent arrêté.

5.2. Maintenance et entretien

Le pétitionnaire assurera à ses frais l'entretien régulier du système d'assainissement concerné par le présent arrêté.

Les obligations visées au présent article pourront être assurées par toute structure mandatée par le pétitionnaire.

Dans le cadre de travaux d'entretien ou d'amélioration, le traitement complet des effluents par la station d'épuration pourra être interrompu dans les conditions suivantes :

- La demande sera faite au moins un mois avant le début de la période d'arrêt au service chargé de la police de l'eau ;
- Une estimation des flux journaliers de pollution rejetés ainsi qu'une note sur les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur sera jointe ;
- L'impact du rejet sur la qualité du milieu et sa compatibilité avec les divers usages de l'eau en fonction du débit réel devra être déterminé ;
- L'arrêt du traitement des eaux usées sera interdit lors des périodes d'étiage ;

Toutes les précautions d'usage ainsi qu'une rétention adéquate devront être mises en œuvre pour les opérations de dépotage afin de ne pas engendrer de pollution du site.

5.3. Événements exceptionnels et incidents

En cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, le pétitionnaire devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu ainsi que son impact. Cette évaluation portera au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous. Cette évaluation sera envoyée au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Tout incident ou accident intéressant cette autorisation doit être porté à la connaissance du Préfet et du Maire intéressé. Le service chargé de la police de l'eau sur le secteur concerné et la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé de Meurthe-et-Moselle seront informés directement et dans les plus brefs délais par le pétitionnaire. Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le pétitionnaire ou son délégataire devra faire parvenir au service police de l'eau un rapport circonstancié.

Article 6 : CONTROLE DES INSTALLATIONS, DES EFFLUENTS ET DES EAUX RECEPTRICES

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir.

Les agents des services chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations.

Par ailleurs, il pourra être procédé, une ou plusieurs fois par an, par le service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service et de façon inopinée, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices ainsi qu'à leurs analyses. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant.

Article 7 : OBLIGATIONS RELATIVES AU CURAGE

Le pétitionnaire contribuera aux travaux d'entretien et de curage du cours d'eau prescrits dans le but d'intérêt général dans la proportion dans laquelle son rejet aura rendu les travaux nécessaires.

En outre, toutes les fois que la nécessité en sera reconnue, et qu'il en sera requis par l'administration, il sera tenu d'effectuer le curage en aval du point de rejet et sur la longueur qui lui sera prescrite dans la mesure où sa responsabilité aura été établie.

Article 8 : MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages et à leurs modes d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet (service chargé de la police de l'eau) accompagné de l'ensemble des éléments d'appréciation.

Article 9 : CHANGEMENT DE PETITIONNAIRE

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

Article 10 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 11 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les conditions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Article 12 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il sera consultable sur le site Internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de six mois en application de l'article R.214-37 du Code de l'environnement.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie des communes de LEXY, CHENIERES, COSNES-ET-ROMAIN, HAUCOURT-MOULAIN, HERSERANGE, HUSSIGNY-GODBRANGE, LONGWY, MEXY, MONT-SAINT-MARTIN, REHON, SAULNES et VILLERS-LA-MONTAGNE.

Article 13 : EXECUTION DE L'ARRETE

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- Madame la Sous Préfète de Briey,
- Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération de Longwy,
- Monsieur le Maire de la commune de LEXY,
- Monsieur le Maire de la commune de CHENIERES,
- Monsieur le Maire de la commune de COSNES-ET-ROMAIN,
- Monsieur le Maire de la commune de CUTRY,
- Monsieur le Maire de la commune de HAUCOURT-MOULAIN,
- Monsieur le Maire de la commune de HERSERANGE,
- Monsieur le Maire de la commune de HUSSIGNY-GODBRANGE,
- Monsieur le Maire de la commune de LONGLAVILLE,
- Monsieur le Maire de la commune de LONGWY,
- Monsieur le Maire de la commune de MEXY,
- Monsieur le Maire de la commune de MONT-SAINT-MARTIN,
- Monsieur le Maire de la commune de REHON,
- Monsieur le Maire de la commune de SAULNES,

- Monsieur le Maire de la commune de VILLERS-LA-MONTAGNE,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la mairie des communes intéressées.
 Nancy, le 9 juillet 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet,
 Le Secrétaire Général,
 Jean-François RAFFY

Les annexes sont consultables à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – bureau des procédures environnementales.

Arrêté 54-2011-00111 du 24 juillet 2012 autorisant le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle à réaliser des bassins de rétention des eaux pluviales issues de la Liaison RD 400 – A 33 (voie de contournement ouest de Saint-Nicolas-de-Port) et à rejeter ces eaux pluviales dans le ruisseau de la Madeleine et dans la Meurthe, au titre du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L214-1 à L214-11, R214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) ;
 VU le Code général des collectivités territoriales ;
 VU le Code de l'expropriation et notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;
 VU le Code civil et notamment son article 640 ;
 VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté préfectoral SGAR n° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
 VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2012 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
 VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L 214-3 du Code de l'environnement reçu le 22 juillet 2011, présenté par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, enregistré sous le n° 54-2011-00111 et relatif à la gestion des eaux pluviales dans le cadre de la création d'une voie de liaison routière RD 400 – A 33 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation des travaux précités ;
 VU les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairies de Saint-Nicolas-de-Port, Laneuveville-devant-Nancy et Ville-en-Vermais ;
 VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 19 mars 2012 au 18 avril 2012 ;
 VU l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 12 mai 2012 ;
 VU le rapport du directeur départemental des territoires du 15 juin 2012 ;
 VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 12 juillet 2012 ;
 VU l'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté en date du 20 juillet 2012, sollicité par courrier en date du 13 juillet 2012 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : objet

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent arrêté, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre du dossier présenté pour gérer les eaux pluviales issues de la future liaison RD 400 – A 33 (Contournement Ouest de Saint-Nicolas-de-Port).

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la gestion, au traitement et au rejet des eaux pluviales issues de la plate-forme routière de ce contournement.

La présente autorisation est uniquement délivrée au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

Article 2 : rubriques concernées par les ouvrages et travaux

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha.	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m. Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Déclaration
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur comprise entre 10m et 100m.	Déclaration
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m.	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissances ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens sur moins de 200 m².	Déclaration

Article 3 : situation des ouvrages et travaux

Les travaux seront réalisés sur les communes de Laneuveville-devant-Nancy, Saint-Nicolas-de-Port et Ville-en-Vermais selon les plans présentés en annexe..

Article 4 : caractéristiques des ouvrages de travaux

La gestion des eaux pluviales de la voie de contournement sera réalisée conformément au projet déposé et soumis à enquête publique.

Les ouvrages liés à la liaison RD 400 – A 33 sont définis ci-après :

Les eaux provenant de la plate-forme seront acheminées par un réseau longitudinal constitué de cunettes enherbées étanches permettant d'abattre la pollution chronique puis vers deux bassins de rétention dont les volumes seront de 950 m³ et 500 m³ et d'un bassin temporaire en amont du projet d'un volume de 140 m³.

Ce bassin temporaire servira pendant la première phase de travaux (liaison A 33 et carrefour giratoire RD 71).

Tous les ouvrages de retenue seront équipés de régulateurs de débit permettant de restituer un débit de fuite de 10 L/s par ouvrage.

Le volume de l'ensemble de ces ouvrages a été calculé pour retenir une pluie d'occurrence décennale.

Les eaux pluviales traitées permettront un abattement de 50 % de la DBO₅ et de la DCO et de 60 % des MES. Elles seront rejetées dans le ruisseau de la Madeleine (partie sud) et dans la Meurthe via un fossé existant collectant actuellement les eaux pluviales de la RD 400 (partie nord).

Trois ouvrages seront créés afin de conserver la continuité hydraulique des 3 bassins versants interceptés pour une pluie d'occurrence centennale à savoir :

- Ouvrage n° 1 : une buse de 700 mm
- Ouvrage n° 2 : trois buses de 500 mm
- Ouvrage n° 3 : une buse de 700 mm

Article 5 : mesures de sauvegarde

Conformément au dossier présenté, les différents ouvrages seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire et tenus en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police des eaux et des milieux aquatiques.

Article 6 : prescriptions générales pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire et sera mis à la disposition du service de police de l'eau et des milieux aquatiques à la demande de ce dernier.

Article 7 : prescriptions spécifiques

7.1 : mesures compensatoires

- Un ouvrage de franchissement faunistique d'une section de 2 m x 2 m sera mis en place dans les remblais routiers.
- Afin de permettre le passage des batraciens, deux mares seront reconstituées de part et d'autre de la voie et reliées entre elles par 3 buses de 400 mm.
- Des plantations de haies avec densification des boisements seront mis en place pour préserver l'habitat de l'avifaune.
- Les nouveaux points de rejet des eaux pluviales devront être géoréférencés.

7.2 : mesures de protection faunistique

- Concernant les chiroptères :

Le Conseil Général devra proposer un cahier des charges comprenant une méthodologie et un échéancier pour réaliser un suivi scientifique pour une durée de 5 ans. Ce cahier des charges devra être déposé dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral pour validation par le service police de l'eau.

Les résultats du suivi scientifique seront communiqués au service police de l'eau dans les 3 mois suivant la fin de cette étude.

- Concernant les batraciens :

Le Conseil Général devra faire un suivi des migrations au printemps 2013 afin d'effectuer un recensement des batraciens et situer leurs axes de déplacement. Si besoin est, des buses supplémentaires avec déflecteurs de rabattement devront être mises en places lors des travaux.

- Concernant les espèces protégées :

Avant le démarrage de tout travaux, le Conseil Général devra déposer et avoir l'accord correspondant sur la dérogation concernant la perturbation des espèces protégées.

Article 8 : contrôle des ouvrages

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

Article 9 : mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 10 : réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Article 13 : modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 14 : recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu à l'article R. 214-19 du Code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Article 15 : publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information à l'agence régionale de santé de Lorraine, au chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle et à la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Laneuveville-devant-Nancy, Saint-Nicolas-de-Port et Ville-en-Vermois.
Nancy, le 24 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes sont consultables à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – bureau des procédures environnementales.

Arrêté N° 54-2012-00065 du 24 juillet 2012 autorisant à titre temporaire la commune de Bainville-aux-Miroirs à entreprendre les travaux de réparation du pont de Bainville-aux-Miroirs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques ;
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
VU la demande d'autorisation temporaire, présentée par la commune de BAINVILLE-AUX-MIROIRS représentée par M. le Maire, enregistré sous le n° 54-2012-00065 pour entreprendre les travaux de mise en sécurité et de réparation du pont sur la MOSELLE sur le territoire de la commune, reçue le 10/05/2012 au guichet unique de police de l'eau ;
VU l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du 14/05/2012 ;
VU l'avis du gestionnaire du domaine public fluvial du 23/05/2012 ;
VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 29/05/2012 ;
VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de MEURTHE-ET-MOSELLE faisant les remarques suivantes en date du 14/06/2012 ;
VU l'absence d'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 18 juin 2012 ;
CONSIDERANT que la demande précitée peut être jugée régulière et complète ;
CONSIDERANT que le rétablissement du pont correspond à une nécessité tant sur le plan de sa fonctionnalité routière que pour la préservation des écoulements du cours d'eau et le maintien en bon état des écosystèmes aquatiques ;
CONSIDERANT que les propositions du permissionnaire pour garantir la sécurité publique et la préservation du milieu aquatique seront issues d'une analyse hydraulique dont la remise et la validation seront effectives avant le démarrage des travaux ;
CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
CONSIDERANT que le permissionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Titre I OBJET DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE

Article 1er : Objet de l'autorisation temporaire

Le permissionnaire, COMMUNE DE BAINVILLE AUX MIROIRS représenté par Monsieur le Maire est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : réparation du pont communal enjambant la MOSELLE. L'autorisation est accordée pour une durée maximale de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté préfectoral.

L'opération consiste à rétablir un ouvrage d'art existant - pont routier communal - dont une pile s'est effondrée. L'objet de l'autorisation temporaire porte sur l'installation de dispositifs provisoires - piste et platelages - dans le lit mineur de la MOSELLE conformément au dossier technique joint à la demande du permissionnaire.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D) Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage, la digue ou le remblai dans le lit majeur.	Déclaration

Article 2 : Description des travaux

Le principe retenu est de recréer un nouvel appui en lieu et place de l'appui détruit.

La solution de remise en état comportera les principales étapes suivantes :

Tranche ferme - durée 1 mois et demi - à compter du 15 août 2012

Piste d'accès provisoire par l'amont, à partir de la rive droite jusqu'à la pile effondrée

Construction de platelages provisoires sur des pieux métalliques battus de part et d'autre de la pile, calage des tronçons de tablier

Si la tranche conditionnelle ne peut être réalisée démontage de la piste provisoire

Tranche conditionnelle - durée 1 mois et demi - à compter du 1er octobre 2012

- Relevage des tronçons du tablier par utilisation de vérins

- Démolition et évacuation de la pile effondrée

- Réalisation d'une nouvelle pile par battage de pieux métalliques amont-aval dans l'axe de la pile actuelle et liaison par chevêtre en tête

- Repositionnement définitif des travées sur le nouvel appui

- Démontage des platelages provisoires et recépage des pieux de soutien au niveau du fond du lit de la MOSELLE

- Evacuation des matériaux calcaires de la piste

- Réparation de la culée rive gauche par procédé étanche

- Remise en état du site

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, se situeront rigoureusement dans les emprises définies dans les pièces du dossier d'autorisation temporaire remis par le permissionnaire.

Titre II PRESCRIPTIONS**Article 3 : Prescriptions spécifiques**

Les interventions projetées n'auront pas d'impact permanent sur la qualité des eaux, ne constitueront pas une restriction aux écoulements de la MOSELLE et seront conduites dans le souci permanent de préserver le milieu naturel.

La réalisation des travaux de réparation du pont en état programmés par le permissionnaire nécessite la construction dans le lit mineur d'une piste provisoire et de platelages de travail autour de la pile effondrée comme précisé aux articles 1 et 2. Pendant la durée de maintien du batardeau, de manière temporaire, un obstacle à l'écoulement des crues va être généré.

L'impact temporaire est pris en compte par les mesures décrites à l'article 4. L'impact résiduel consiste en un rehaussement ponctuel de la ligne d'eau à l'amont du barrage.

Article 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de sécurité publique

Le permissionnaire aura à charge de garantir la sécurité de son chantier et des abords, ainsi que des tiers éventuellement présents dans la zone d'incidence des interventions.

Le permissionnaire remettra au service de police de l'eau une analyse de la situation des écoulements de la MOSELLE générée par les obstacles provisoires –piste de chantier et platelages- et proposera les mesures de sécurité publique appropriées. Ces mesures porteront, principalement, sur la restitution des sections d'écoulement initiales –avant les travaux de réparation- et concerneront le démontage de la piste provisoire et l'information auprès des tiers situés en amont et en aval des éventuelles conséquences.

Après validation par les services de police de l'eau, les mesures précitées seront appliquées par le permissionnaire, à charge pour ce dernier de mettre en œuvre le dispositif de fonctionnement correspondant. En tout état de cause la permissionnaire restera responsable du bon fonctionnement du dispositif.

La validation du dispositif devra être effective avant tout démarrage des phases actives de l'opération.

Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité de la MOSELLE. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un dispositif d'urgence de récupération ou réduction des pollutions accidentelles sera disponible en permanence sur le chantier. L'ONEMA sera immédiatement informé de tout accident susceptible d'entraîner un impact sur le milieu aquatique ou la qualité de l'eau.

Une semaine avant le démarrage des travaux, et pour chaque phase, le permissionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux au service de police de l'eau et à l'ONEMA.

Article 6 : Délai d'exécution des travaux

Les travaux seront réalisés aux périodes précisées aux articles 1 et 2. En tout état de cause, l'autorisation prendra fin au plus tard dans les six mois suivant la signature du présent arrêté.

Titre III DISPOSITIONS GENERALES**Article 7 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Début et fin des travaux - Remise en état définitif

Le permissionnaire doit informer le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, ainsi que le chef de service départemental de l'ONEMA, des dates de démarrage et de fin des travaux et de la date de remise en état définitif des emprises des installations provisoires.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de la réparation de l'ouvrage.

Article 11 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le permissionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 12 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 13 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 15 : Publication et information des tiers

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation temporaire sera mis à la disposition du public, pour information, auprès de DDT de MEURTHE-ET-MOSELLE, service EEB, 45 rue Sainte Catherine, C.O. N° 60025, 54035 NANCY Cedex –téléphone 03 83 37 71 57, ainsi qu'à la mairie de BAINVILLE-AUX-MIROIRS.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 16 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le permissionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 17 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- Le maire de commune de BAINVILLE-AUX-MIROIRS,
- Le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE ,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine – service de prévision des crues,
- Le chef du S.I.D.P.C. de MEURTHE-ET-MOSELLE ,
- Le commandant du groupement de gendarmerie de MEURTHE-ET-MOSELLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera adressée au Président du Conseil Général de MEURTHE-ET-MOSELLE, au Chef de service départemental de l'ONEMA, au Conservatoire des Sites Lorrains et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de BAINVILLE-AUX-MIROIRS.

Nancy, le 24 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 24 juillet 2012 portant habilitation funéraire aux Ambulances GOTTIE à Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

CONSIDERANT la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par Mme Odette GOTTIE née MILA, Mme Caterina SEMENZATO et M. Hervé GOTTIE, co-gérants de l'entreprise « Ambulances GOTTIE », qu'ils exploitent au N° 36 Avenue du 2ème B.C.P. à LUNEVILLE (54300).

ARRETE

Article 1er : L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire l'activité funéraire suivante :

- le transport de corps avant mise en bière.

Article 2 : le numéro d'habilitation est 2005-54-163.

Article 3 : La présente habilitation est renouvelée jusqu'au 25 juin 2018.

Article 4 : En application de l'article R 2223-63 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Odette GOTTIE née MILA, à Mme Caterina SEMENZATO et à M. Hervé GOTTIE ; et dont copie sera adressée au sous-préfet de LUNEVILLE, au maire de LUNEVILLE et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle - .

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté du 17 juillet 2012 portant nomination du directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 1er janvier 2010 nommant M. Daniel BOUFFIER, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier ministre en date du 30 avril 2010 nommant M. Pierre-Yves BOIFFIN, inspecteur de la jeunesse et des sports de 2ème classe, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté de la ministre des affaires sociales et de la santé et de la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative en date du 4 juillet 2012 nommant M. Daniel BOUFFIER, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Alsace à compter du 16 août 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 16 août 2012, M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental adjoint de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargé d'exercer par intérim les fonctions de directeur de la direction départementale de la cohésion sociale du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Pierre-Yves BOIFFIN sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.38 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, pour la mise en œuvre des programmes :

- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER

- développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU les deux décisions du 10 juillet 2012 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU l'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.09 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, pour la mise en œuvre des programmes objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.

Cette habilitation concerne la mesure A5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre départemental.

Elle consiste à :

- (1) -recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- (2) -délivrer les accusés de réception ;
- (3) -instruire et suivre les dossiers de demandes ;
- (4) -proposer les dossiers complets au comité de programmation (sous-comité FEDER) ;
- (5) -informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions et les avis rendus par le comité de programmation (sous-comité FEDER) ;
- (6) -signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- (7) -réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- (8) -attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- (9) -procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués ;
- (10) -archiver les dossiers et les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- (11) -signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens en Meurthe-et-Moselle ;
- (12) -organiser au plan départemental les modalités et les moyens pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;

(13) -organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

1.2 : pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER.

Cette habilitation concerne les dispositifs 311, 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-B, 323-D, 323-E, 331,341-A, 341-B, 411, 412, 413, 421 et 431 du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER lorsqu'ils ne dépassent pas le cadre départemental.

Elle consiste à :

- (1) -recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- (2) -délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- (3) -instruire et suivre les dossiers de demandes (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) ;
- (4) -proposer les dossiers complets au comité de programmation (sous-comité FEADER, excepté pour les dossiers LEADER) ;
- (5) -informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions et les avis rendus par le comité de programmation (sous-comité FEADER, excepté pour les dossiers LEADER) ;
- (6) -signer les conventions avec les maîtres d'ouvrage ;
- (7) -réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- (8) -attester le service fait au moment des demandes de paiement ;
- (9) -arrêter les états de paiement qui seront mandatés par l'A.S.P. ;
- (10) -archiver les dossiers et les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- (11) -signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation du FEADER en Meurthe-et-Moselle ;
- (12) -organiser au plan départemental les modalités et les moyens pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant du FEADER ;
- (13) -organiser, le cas échéant, au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, les habilitations détaillées à l'article 1 seront exercées par M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY et de M. Luc VILAIN les habilitations seront exercées par M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, pour :

les actions (1), (2), (3), (4), (7), (8), (9) et (10) du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ;

les actions (1), (2), (3), (4), (7), (8), (9) et (10) du programme de développement rural 2007-2013 FEADER.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, de M. Luc VILAIN et de M. Francis GIROUX, les habilitations visées à l'article 3 seront exercées par Mme Marie-Line BOULANGER, chef du bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.

Article 5 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI. 09 du 10 février 2012 susvisé est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Luc VILAIN sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, ainsi qu'à M. Francis GIROUX, Mme Marie-Line BOULANGER et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.39 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, pour la mise en œuvre des programmes :

- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER
- développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les deux décisions du 10 juillet 2012 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

VU l'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.10 du 10 février 2012 donnant habilitation à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey, pour la mise en œuvre des programmes objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et développement rural 2007-2013 FEADER

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de BRIEY, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, les habilitations qui lui sont consenties à l'article 1 seront exercées par M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.10 du 10 février 2012 susvisé est abrogé

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Christine BOEHLER sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Briey et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à M. Olivier BECKER et à la directrice du service départemental d'archives.
Nancy, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.40 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour la mise en œuvre des programmes :

- **objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER**
- **développement rural 2007-2013 FEADER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNEVILLE ;
VU les deux décisions du 10 juillet 2012 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;
VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;
VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 avril 2012 nommant Mme Martine CHENG secrétaire générale de la sous-préfecture de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.20 du 27 juin 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour la mise en œuvre des programmes objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et développement rural 2007-2013 FEADER ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de Lunéville, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : Pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) .

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de Lunéville.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.20 du 27 juin 2012 susvisé est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Alexis ANDRES, sous-préfet de Lunéville, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à Mme Martine CHENG, à la direction de l'action locale de la préfecture et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.41 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL,

pour la mise en œuvre des programmes :

- **objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER**
- **développement rural 2007-2013 FEADER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les deux décisions du 10 juillet 2012 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;
VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;
VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 7 mars 2012 nommant Mme Fabienne BEAULAND secrétaire générale de la sous-préfecture de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.21 du 27 juin 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, pour la mise en œuvre des programmes objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et développement rural 2007-2013 FEADER ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de Toul, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : Pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 413, 421 et 431 du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) .

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de Toul.

En cas d'absence simultanée de M. Hubert ESPIASSE et Mme Fabienne BEAULAND, délégation est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.21 du 27 juin 2012 susvisé est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de TOUL et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à Mme Fabienne BEAULAND, à Mme Sylvie ZANDER, à la direction de l'action locale de la préfecture et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12 BI 37 du 20 juillet 2012 accordant délégation de signature à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier ministre du 1er janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER, inspecteur hors-classe de l'action sanitaire et sociale, dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier ministre en date du 30 avril 2010 nommant M. Pierre-Yves BOIFFIN, inspecteur de la jeunesse et des sports de 2ème classe, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté de la ministre des affaires sociales et de la santé et de la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative en date du 4 juillet 2012 nommant M. Daniel BOUFFIER, inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Alsace à compter du 16 août 2012 ;
VU l'arrêté interministériel du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.83 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 portant nomination du directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale du département de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale, à l'effet de signer, les courriers, arrêtés, décisions, contrats et conventions suivants :

I. Décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions à la D.D.C.S. de Meurthe-et-Moselle

- Octroi de congés annuels, de congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié ;
- Octroi et renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée ;
- Autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel ;
- Retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- Utilisation des congés accumulés sur un compte épargne temps ;
- Octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical ;
- Sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité ;
- Établissement et signature des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département.

II. Fonctionnement de la D.D.C.S.

- Arrêté fixant la composition du comité technique et arrêté portant nomination de ses membres ;
- Arrêté fixant la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et arrêté portant nomination de ses membres ;
- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la D.D.C.S. ;
- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la D.D.C.S..

III. Comité médical et commissions de réforme

- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental ;
- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;

- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

IV. Établissements et services sociaux

- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'État lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'État :

- les emprunts dont la durée est supérieure à un an ;
- les programmes d'investissement et leur plan de financement ;
- la variation du tableau des effectifs de personnel ;
- l'acceptation des dons et legs.

- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé ;

- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'État ;

- Élaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens ;

- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

V. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence ;

- Financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil ;

- Décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale ;

- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

VI. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable ;

- Notification des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté ;

- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs ;

- Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique ;

- Indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives.

VII. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile et des personnes issues de la demande d'asile ;

- Conventions pluriannuelles d'objectifs État / CADA ;

- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat du conseil de famille

- Exercice de la tutelle des pupilles de l'État

- Autorisation d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle

- Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs

- Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours

- Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées

- Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale :

- Fixation de l'ordre du jour

- Convocations

- Notifications des décisions

- Notification des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale.

- Signature des cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées et de toute décision concernant les cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées.

IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle

- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

X. Égalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration

- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté

- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés

- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés

- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale :

- Gestion et évaluation du dispositif adultes relais

- Gestion du REAAP

- Médiation familiale et conseil familial.

XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Animation des politiques interministérielles en faveur de la jeunesse :

- Instruction des dossiers de demandes d'aides financières dans les domaines suivants : loisirs, BAFA/BAFD, initiative des jeunes ;

- Soutien des dispositifs et actions promouvant l'initiative des jeunes ;

- Soutien aux politiques éducatives territorialisées ;

- Promotion de l'autonomie des jeunes via notamment le fonds d'expérimentation des jeunes (FEJ) ;

- Soutien aux associations relevant du champ de la jeunesse et de l'éducation populaire ;

- Contrôle de la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs.

- Mise en œuvre des prérogatives réglementaires et régaliennes :

- Décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire ;

- Préservation de la sécurité physique et morale des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs ;

- Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement ;

- Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des accueils collectifs de mineurs ;

- Enquêtes administratives et sanctions envers l'encadrement, l'organisation ou la participation aux accueils collectifs de mineurs ;

- Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs ;

- Mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs ;

- Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur).

XII. Politique sportive

- Politique de promotion d'une activité physique et sportive pour le plus grand nombre :

- Soutien aux actions des associations et collectivités locales dans ce domaine ;

- Prévention des incivilités et de lutte contre la violence dans le sport ;
- Développement maîtrisé des sports de nature ;
- Soutien aux initiatives visant à une meilleure accessibilité et mixité des pratiques.
- Respect des prérogatives réglementaires et régaliennes :
 - Décisions d'agrément des associations sportives ;
 - Refus d'ouverture et décision de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 ;
 - Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1er alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.

XIII. Droits des femmes et égalité

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

XIV. Vie associative

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

Article 2 : M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence ;
- Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences d'accueil ;
- Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative ;
- Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile ;
- L'exercice de la tutelle des pupilles de l'État ;
- Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire ;
- Les décisions d'agrément des associations sportives ;
- Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activité physique ou sportive ;
- Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 11.BI.83 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE GRAND EST

Arrêté du 4 juillet 2012 portant subdélégation de signature à Madame Mireille HIGINNEN directrice interrégionale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est

Le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse,

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

VU l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-1 46 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 1er décembre 2008 nommant Monsieur Dominique SIMON directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.106 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Dominique SIMON directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand-Est ;

VU l'arrêté ministériel du 13 février 2011 nommant Madame Mireille HIGINNEN, directrice interrégionale adjointe de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est ;

VU l'organisation de la Direction Interrégionale ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, subdélégation est donnée à Madame Mireille HIGINNEN, directrice interrégionale adjointe, à l'effet de signer au nom de Monsieur Dominique SIMON, directeur interrégional Grand Est, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés en Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 4 juillet 2012

Le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire
de la Jeunesse Grand Est,
Dominique SIMON

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Arrêté N° 2012-DIR-Est -SPR-54-001 permanent du 23 juillet 2012 relatif à la réglementation de la circulation sur l'autoroute A31 suite à des mesures conservatoires du PR 268+050 au PR 267+600 dans le sens Metz - Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes – Est; les dégradations importantes de la chaussée nécessitent de préciser la réglementation de la circulation sur la dite section,

SUR proposition de la division d'exploitation de Metz.,

ARRETE

Article 1er : Les prescriptions du présent arrêté portent sur la section décrite ci-dessous

VOIE	A31	
Points Repère PR et sens	Du PR 268+050 au PR 267+600 sens Metz vers Nancy	
SECTION	Courante 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Limitation de la vitesse suite aux dégradations de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	A compter de la date de signature du présent arrêté	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Vitesse limitée à 90 km/h	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : CEI de Champigneulle	MIS EN PLACE PAR : CEI de Champigneulle

Article 2 :

La circulation sur l'autoroute A31 est réglementée de la façon suivante :

N°	DATE	PR	RESTRICTION DE CIRCULATION	SENS
1	Signature de l'arrêté	PR 268+050	Pose de 2 panneaux B14 « 90 km/h » en accotement et en terre-plein central	Metz vers Nancy
		PR 267+600	Pose de 2 panneaux B14 « 110 km/h » en accotement et en terre-plein central	Metz vers Nancy

Article 3 : La police de la route sur l' A31 est assurée par la CRS autoroutière Lorraine-Alsace.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien sont assurés par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementales des Routes Est (DIRE) pourront prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Les services d'exploitation de la DIRE sont chargés de la mise en place de la signalisation de police nécessaire aux prescriptions imposées à l'article 1 et 2 du présent arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Autreville-sur-Moselle et Belleville.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle.
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 23 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la DIR Est,
Georges TEMPEZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est -SPR-54-002 permanent du 23 juillet 2012 relatif a la réglementation de la circulation sur l'autoroute A313 suite à des mesures conservatoires du PR 0+450 au PR 0+200 dans le sens Pont-à-Mousson - Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction interdépartementale des Routes – Est; les dégradations importantes de la chaussée nécessitent de préciser la réglementation de la circulation sur la dite section,

SUR proposition de la division d'exploitation de Metz.,

ARRETE

Article 1er : Les prescriptions du présent arrêté portent sur la section décrite ci-dessous

VOIE	A313	
Points Repère PR et sens	Du PR 0+450 au PR 0+200 sens Pont-à-Mousson vers Nancy	
SECTION	Courante 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Limitation de la vitesse suite à déformation ponctuelle de la couche de roulement en voie rapide	
PERIODE GLOBALE	A compter de la date de signature du présent arrêté	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Vitesse limitée à 90 km/h	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : CEI de Champigneulles	MIS EN PLACE PAR : CEI de Champigneulles

Article 2 : La circulation sur l'autoroute A31 est réglementée de la façon suivante :

N°	DATE	PR	RESTRICTION DE CIRCULATION	SENS
1	Signature de l'arrêté	PR 0+450	Pose de 2 panneaux B14 « 90 km/h » en accotement et en terre-plein central	Pont-à-Mousson vers Nancy

Article 3 : La police de la route sur l' A31 est assurée par la CRS autoroutière Lorraine-Alsace.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien sont assurés par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementales des Routes Est (DIRE) pourront prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Les services d'exploitation de la DIRE sont chargés de la mise en place de la signalisation de police nécessaire aux prescriptions imposées à l'article 1 et 2 du présent arrêté.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Atton.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle.
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 23 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la DIR Est,
Georges TEMPEZ

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-056 du 26 juillet 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité de la signalisation «contre-sens» sur RN52

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;
 VU le dossier d'exploitation en date du 20 juillet 2012 présenté par le district de Metz;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 22 juillet 2012;
 VU l'avis du district de Metz en date du 20 juillet 2012 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN-52	
POINTS REPERES (PR)	00+000 à 25+000	
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz	
SECTION	Entre l'échangeur de Crusnes et l'échangeur de Longlaville	
NATURE DES TRAVAUX	Mise en conformité de la signalisation «contre-sens» + travaux d'entretien	
PERIODE GLOBALE	Du 30 juillet au 31 août 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur ou se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs proche de l'échangeur en travaux (½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE: -DIR Est	MISE EN PLACE PAR: - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 30 juillet au 31 août 2012 entre 8h30 et 15h	Sens Metz-Belgique Bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur : Crusnes, Bréhaïn-la-Ville Tiercelet, Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine, Mexy Pulventeux, Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlaville	Fermeture de la bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Une déviation sera mise en place par les échangeurs proche de l'échangeur en travaux

2	Du 30 juillet au 31 août 2012 entre 8h30 et 15h	Sens Belgique-Metz Bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur : Crusnes, Bréhain-la-Ville Tiercelet, Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine, Mexy Pulventeux, Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlaville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	
---	---	--	--	--

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 26 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellule personnes âgées

Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N°0710 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°239 du 16 juillet 2012 autorisant la création d'une place d'accueil de jour à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes géré par la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°268 en date du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 4 février 2000 portant diminution de la capacité de la maison de retraite gérée par la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY ;

VU l'arrêté conjoint du directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 31 décembre 2007 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soin de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles de NANCY entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;

VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
SUR proposition du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY est autorisée à créer 1 place supplémentaire d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, à compter du 1er juillet 2012.

La capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes géré par la Maison Hospitalière Saint-Charles de NANCY est fixée comme suit, à compter du 1er juillet 2012 :

- 89 places d'hébergement permanent ;
- 1 place d'hébergement temporaire ;
- 6 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 89 places d'hébergement permanent.

La place d'hébergement temporaire et les 6 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

- Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 012 2

Code statut juridique : 60 (Association loi 1901 non reconnue d'utilité publique.)

- Entité établissement : N° FINESS : 54 001 077 4 capacité : 96

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 20 (PD EHPAD global HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite) capacité : 89

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat) capacité : 89

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes) capacité : 89

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées) capacité : 1

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat) capacité : 1

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes) capacité : 1

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite) capacité : 6

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour) capacité : 6

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées) capacité : 6

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine et la directrice générale adjointe aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine
Jean François BENEVEISE

La Vice-Présidente Déléguée
à la Solidarité avec les Personnes
et au Développement Social
Michèle PILOT

Cellule offre de soins

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0766 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 000 882

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 278 166 € soit :

278 166 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 187 895 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 88 683 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

- 1 588 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0765 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE LES NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 003 019

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE LES NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 353 353 € soit :

- 1) 2 923 599 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 599 403 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 323 584 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 612 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 422 786 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 6 968 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE LES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0769 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 006 707

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 104 501 € soit :

- 104 501 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 104 501 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0763 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 000 767

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 601 783 € soit :

- 1) 2 518 768 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 188 805 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 45 554 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 11 084 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 270 875 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 450 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 55 882 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 27 133 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0759 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 000 031

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

AR R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 877 598 € soit :

1) 2 825 976 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 537 060 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 48 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 22 312 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

- 266 061 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 495 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 31 347 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 2 800 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 17 475 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

- 17 475 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0768 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 014 081

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 63 398 € soit :

- 63 398 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 63 398 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0767 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 000 122

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par la Maison Hospitalière St Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 235 747 € soit :

- 235 747 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 234 385 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 1 362 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière St Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0758 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 020 112

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 487 382 € soit :

1) 2 304 602 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 096 840 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 9 711 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 196 910 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 1 141 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Dont 234 782 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2010

2) 3 433 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 178 158 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 1 189 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

- 1 189 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS – DT 54 N° 2012-0760 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 000 080

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 933 071 € soit :

- 1) 1 895 505 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 714 451 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 28 323 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 910 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 145 286 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 535 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 4 749 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 26 574 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 6 243 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 6 243 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0764 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 000 106
- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 619 539 € soit :

1) 617 540 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 514 155 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 24 753 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 78 328 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 304 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 999 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0762 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS ENTITE JURIDIQUE - 540 000 049

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 635 887 € soit :

- 1) 1 582 077 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 315 072 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 31 605 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 949 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 232 954 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 497 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 12 854 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 40 956 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0757 du 16 juillet 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 002 078

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mai 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 28 717 703 € soit :

- 1) 25 993 530 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 411 139 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 92 085 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 435 716 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 33 399 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 21 191 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 128 190 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 595 983 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 699 /2012 du 9 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au centre régional de lutte contre le cancer Alexis Vautrin au 1er juillet 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 003 019

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°396 /2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre régional de lutte contre le cancer Alexis Vautrin pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Court séjour

12 : Chirurgie 1 243.00 €

20 : Spécialités coûteuses 1 243.00 €

53 : Chimiothérapie 1 243.00 €

Hospitalisation de jour

90 Hôpital de jour 829.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R.1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Alexis Vautrin d'une majoration tarifaire pour régime particulier, fixée à

55.00 € par jour en hospitalisation complète

30.00 € par jour en ambulatoire

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre Alexis Vautrin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 0709/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre hospitalier 3H SANTE au 1er juillet 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 019 007

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 148

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°0407/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H SANTE à CIREY SUR VEZOUZE pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète

11 : Médecine - Gynécologie	612.00 €
35 : Soins de suite et réadaptation (non spécialisé)	242.00 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur de 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 0713/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au COCEE de FLAVIGNY SUR MOSELLE au 1er juillet 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 006 707

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 973

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012, les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012, relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS-DT 54 N°0404/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE à FLAVIGNY SUR MOSELLE pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

35 : Hospitalisation complète : SSR non spécialisé	283.35 €
57 : Hospitalisation de jour : SSR non spécialisé	194.64 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du COCEE de FLAVIGNY SUR MOSELLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 0712/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon au 1er juillet 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 006 707

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012, les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012, relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°0393/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON MOSELLE pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

Hospitalisation complète

35 : SSR non spécialisé 425.00 €

36 : SSR avec mention (s) spécialisée (s) 425.00 €

Hospitalisation de jour

58 : SSR avec mention (s) spécialisée (s) (journée) 326.00 €

58 : (séance) 78.00 €

70 : Hospitalisation à domicile 185.15 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 0711/2012 du 11 juillet 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au service de soins de suite de FLAVIGNY SUR MOSELLE au 1er juillet 2012

- N° FINESS entité juridique - 540 006 707

- N° FINESS ETABLISSEMENT - 540 000 585

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012, les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012, relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS/DT 54 N°0401/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SSR à FLAVIGNY SUR MOSELLE pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

Hospitalisation complète

35 : SSR non spécialisé 233.01 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du service de soins de suite de FLAVIGNY SUR MOSELLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE

Arrêté N° 2012-0770 du 16 juillet 2012 portant modification de l'arrêté n°2011-406 du 20 octobre 2011 portant désignation des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine compétents pour émettre un avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile et notamment les articles L.313-11, 11° et L.511-4 ;

VU la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, l'intégration et à la nationalité ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
 VU le décret n° 2011-1049 du 6 septembre 2011 pris en application de la loi du 16 juin 2011 relative à l'immigration, l'intégration et la nationalité et relatif aux titres de séjours ;
 VU l'arrêté 2011-406 en date du 20 octobre 2011 portant désignation des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine compétents pour émettre un avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire « Vie privée et familiale » ;
 CONSIDERANT que les médecins de l'Agence Régionale de Santé peuvent émettre des avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire et qu'il convient de les désigner nominativement ;

ARRETE

Article 1er : La liste des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine mentionnée à l'article 1er de l'arrêté n° 2011-406 du 20 octobre 2011 est modifiée comme suit :

- Madame le Docteur Josette ALEXANDRE
- Madame le Docteur Elise BLERY-MASSINET
- Monsieur le Docteur Jean-Marie CAUSERET
- Monsieur le Docteur Alain COUVAL
- Madame le Docteur Odile DE JONG
- Monsieur le Docteur Michel PERETTE
- Madame le Docteur Christine QUENETTE

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 16 juillet 2012

Pour le Directeur Général
 de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
 et par délégation,
 Le Directeur Général Adjoint,
 Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Subdélégation de signature du 13 juin 2012 en matière d'actions d'inspection de la législation du travail du directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle

Le directeur régional adjoint du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-11,
 VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
 VU l'arrêté interministériel en date du 30 mai 2011 nommant Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
 VU l'arrêté n°30/2011 en date du 10 mai 2012 du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine déléguant sa signature en matière d'actions d'inspection de la législation du travail à Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, et son accord sur le principe et les modalités de cette subdélégation ;

DECIDE

Article 1er : Délégation permanente est donnée à :

- Monsieur Philippe SOLD

à l'effet de signer, au nom du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées et de le représenter au sein des commissions visées ci-dessous, pour lesquelles le directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, a reçu délégation du Directeur régional :

Dispositions légales	Décisions
Code du travail, Partie 1	
Article L 1143-3 Article D 1143-6	PLAN POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle
Article D1232-4 du code du travail	CONSEILLERS DU SALARIÉ Préparation de la liste des conseillers du salarié
Article D1441-41 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Participation à la demande du maire aux commissions préélectorales
Article D1441-78 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Avis au Préfet sur la liste des bureaux de vote
Article L 1233-41 du code du travail Article D 1233-8	NOTIFICATION DES LICENCIEMENTS ECONOMIQUES Réduction des délais de notification des licenciements en cas d'accord collectif
Articles L 1233-56 et D 1233-12 et 13 du code du travail	LICENCIEMENTS ECONOMIQUES Avis sur la régularité de la procédure de licenciement collectif pour motif économique
Articles L 1233-57 et D 1233-13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Propositions d'amélioration ou de modifications du plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L 1233-52 et D 1233-11 et 13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Constat de la carence d'un plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L. 1237-14 et R. 1237-3 du code du travail	RUPTURE CONVENTIONNELLE Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail

Articles L. 1253-17 D 1253-7 et 8 du code du travail	GROUPEMENT D'EMPLOYEURS Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs
Code du travail, Partie 2	
Article D2231-4 du code du travail Article D2231-8 du code du travail	ACCORDS COLLECTIFS Dépôt des accords Délivrance du récépissé d'adhésion ou dénonciation
Article L. 2143-11 du code du travail	DÉLÉGUÉ SYNDICAL Décision de suppression du mandat de délégué syndical
Article L. 2312-5 du code du travail	DÉLÉGUÉS DE SITE Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges
Article L 2314-11 du code du travail Article R 2314-6 du code du travail	DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux et fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories
Article L. 2322-7 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision autorisant ou refusant d'autoriser la suppression du comité d'entreprise
Article L. 2324-13 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux pour les élections au comité d'entreprise
Article L. 2327-7 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision fixant le nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements pour les élections au comité central d'entreprise
Article L. 2333-4 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux
Article R2332-1 du code du travail	COMITÉ DE GROUPE Répartition des sièges au comité de groupe
Article R2323-39 du code du travail	CESSATION D'ENTREPRISE - DÉVOLUTION DES BIENS DU COMITÉ D'ENTREPRISE Surveillance de la dévolution des biens du CE
Code du travail, Partie 3	
Articles L 3121-35 et L 3121-36, Articles R 3121-23 et R 3121-28 du code du travail	DURÉE DU TRAVAIL Décisions relatives aux dérogations en matière de durée maximale hebdomadaire et durée maximale moyenne hebdomadaire
Article D3141-35 du code du travail	CAISSES DE CONGÉS Désignation des membres de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article R3232-6 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL – LIQUIDATION JUDICIAIRE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE... Proposition au Préfet de faire payer directement l'allocation spécifique aux salariés
Article D3345-5 du code du travail	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Accusé réception
Article R3332-6 du code du travail	PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISES Accusé réception des PEE
Article D3323-7 du code du travail	ACCORDS DE PARTICIPATION Accusé réception des accords de branche de participation
Code du travail, Partie 4	
Article L 4154-1 du code du travail Article D 4154-3 Article D1242-5 Article D 1251-2	CDD-INTÉRIMAIRES – TRAVAUX DANGEREUX Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1
Article R 4524-7 du code du travail	COMITÉ INTERENTREPRISES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL (ICPE – PPRT) Présidence du CISST
Articles R. 4533-6 et 4533-7 du code du travail	CHANTIERS VRD Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail
Article R4723-5 du code du travail	DEMANDE D'ANALYSE DE PRODUITS CHIMIQUES Décision sur Recours contre mise en demeure de l'Inspecteur du Travail
Article L 4741-11 du code du travail	ACCIDENT DU TRAVAIL – RELAXE – PLAN DE RÉALISATION DE MESURES DE SÉCURITÉ Avis sur le plan
Article 8 du Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique	CHANTIERS DE DÉPOLLUTION PYROTECHNIQUE Approbation de l'étude de sécurité
Code du travail, Partie 5	
Article R5122-15 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL Visa des états de remboursement nominatifs
Article R5213-39 du code du travail	TRAVAILLEURS HANDICAPÉS Décision de reconnaissance de la lourdeur du handicap Attribution de l'aide relative au salaire
Article D5424-45 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Présidence de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article D5424-8 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Détermination des périodes d'arrêt saisonnier

Article L5332-4 du code du travail Article R5332-1 du code du travail Article R5422-3 du code du travail	OFFRES D'EMPLOIS Levée de l'anonymat DEMANDEURS D'EMPLOIS – ASSURANCE CHÔMAGE-TRAVAILLEURS MIGRANTS Détermination du salaire de référence
Code du travail, Partie 6	
Article L. 6225-5 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE- PROCÉDURE D'URGENCE Décision de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage
L 6225-6 du code du travail R 6225-11 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision relative au recrutement de nouveaux apprentis
Article R 6224-7 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision de refus d'enregistrement d'un contrat d'apprentissage
Article R6222-58 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Attribution des primes aux employeurs
Article D 6325-2 du code du travail	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision relative à l'enregistrement d'un contrat de professionnalisation
Article R6325-20 du code du travail	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales
Article D6352-39 du code du travail	CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE Attribution de subventions
Code du travail, Partie 7	
Article R7123-8 du code du travail	AGENCES DE MANNEQUINS Avis au Préfet sur l'attribution de la licence
Article R7124-4 du code du travail	EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE, LES PROFESSIONS AMBULANTES, LA PUBLICITÉ ET LA MODE Décisions individuelles d'autorisation d'emploi
Article R7413-2 du code du travail	TRAVAILLEURS À DOMICILE Demande de contrôle des registres de comptabilité matières et fournitures
Code du travail, Partie 8	
Article R8253-3 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Notification à l'employeur – recueil des observations
Article R8253-11 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Proposition de réduire le montant de la contribution spéciale
Code rural	
R 713-26 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> concernant un type d'activités sur le plan départemental ou local adressée par une organisation patronale (« demande collective »)
R 713-28 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> (par une entreprise)
R 713-32 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire absolue</u>
Transports	
Art. 5 Décret n°2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain de voyageurs	DURÉE DU TRAVAIL En cas de circonstances exceptionnelles dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u>
Code de l'environnement	
Décret n° 2005-82 du 1er février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement	ICPE Membre du comité local d'information et de concertation
Article R 512-21	ICPE Demande d'avis du Préfet sur demande d'autorisation d'installation classée
Code de la défense	
Article R2352-101 du code de la défense	EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUITS EXPLOSIFS Avis au Préfet sur dossier de demande d'agrément technique
Code de l'éducation	
Article R338-6 du code de l'éducation Article R338-7 du code de l'éducation	TITRE PROFESSIONNEL Désignation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires Délivrance des titres professionnels, des certificats de compétences professionnelles
Article 1 Décret n°2004-220 du 12 mars 2004 relatif aux comités d'orientation et de surveillance des zones franches urbaines.	ZONE FRANCHE URBAINE Membre du comité d'orientation et de surveillance institué dans chaque zone franche urbaine
Code de l'action sociale et des familles	
Article R241-24 du Code de l'action sociale et des familles	PERSONNES HANDICAPÉES Membre de la commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de :
Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à :

- Monsieur Philippe DIDELOT, directeur délégué,
- Monsieur Christian HALLINGER, directeur-adjoint,

à l'effet de signer, au nom du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions mentionnées à l'article 1er de la présente subdélégation et de le représenter au sein des commissions mentionnées à l'article 1er de la présente subdélégation, pour lesquelles le directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, a reçu délégation du Directeur régional.

Article 3 : Le Directeur régional adjoint du travail, assurant la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, chargé des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 13 juin 2012

Le Directeur régional adjoint du travail,
Directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Décision du 18 juin 2012 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail

Le directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté interministériel en date du 30 mai 2011, nommant Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 10 mai 2012 de la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine déléguant sa signature en matière d'affectation fonctionnelle au sein de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle à Monsieur Philippe SOLD, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 1er février 2011 délimitant les sections d'inspection du travail dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Les inspecteurs du travail dont les noms suivent sont chargés de chacune des sections géographiques de l'unité territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle, 23 boulevard de l'Europe, BP50219, 54506 Vandœuvre-lès-Nancy ; Tél : 03.83.50.39.00

- 1ère section d'inspection du travail :

- Madame Céline MARTINO, inspectrice du travail ;

2ème section d'inspection du travail :

Par intérim :

- Sur le canton de Jarville : Madame Safia ELMI-GANI, inspectrice du travail

- Sur les cantons de Audun-le Roman – Briey – Homécourt – Longuyon : Madame Marieke FIDRY, inspectrice du travail

3ème section d'inspection du travail :

- Monsieur Mickaël MAROT, inspecteur du travail ;

4ème section d'inspection du travail :

- Madame Alexandra CHALOYARD, inspectrice du travail ;

5ème section d'inspection du travail :

- Madame Marieke FIDRY, inspectrice du travail ;

6ème section d'inspection du travail :

- Madame Safia ELMI-GANI, inspectrice du travail ;

7ème section d'inspection du travail :

- Monsieur Patrick OSTER, inspecteur du travail ;

8ème section d'inspection du travail :

- Madame Stéphanie ATZENI, inspectrice du travail

9ème section d'inspection du travail :

- Madame Diane LEPAGE, inspectrice du travail ;

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de courte durée (moins de trois mois) de l'une des inspectrices ou de l'un des inspecteurs ci-dessus désignés, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

1ère section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 1ère section est assuré par l'inspecteur du travail de la 2ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 7ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 8ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 9ème section.

2ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 2ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 3ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 7ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 8ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 9ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 1ère section.

3ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 3ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 4ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 7ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 8ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 9ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 1ère section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 2ème section.

4ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 4ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 5ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur

de la 7ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1ère section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3ème section.

5ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 5ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 6ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1ère section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4ème section.

6ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 6ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 7ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1ère section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5ème section.

7ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 7ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 8ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 9ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1ère section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6ème section.

8ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 8ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 9ème section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 1ère section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7ème section.

9ème section d'inspection du travail :

L'intérim de l'inspecteur du travail de la 9ème section est assuré par l'inspecteur du travail de la 1ère section ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 2ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 3ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 4ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 5ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 6ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 7ème section ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par l'inspecteur de la 8ème section.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané des inspecteurs du travail faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées à l'article 2, et en l'absence de tout inspecteur du travail présent dans l'unité territoriale, l'intérim est assuré par Monsieur Christian HALLINGER, directeur adjoint du travail.

Article 4 : Le directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 juin 2012

P/ le DIRECCTE et par délégation,
Le directeur régional adjoint de la DIRECCTE,
Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 2 juillet 2012 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Céline MARTINO
Deuxième section	Madame Safia ELMI-GANI Chargée de l'intérim sur le canton de Jarville Madame Marieke FIDRY Chargée de l'intérim sur les cantons de Audun-le-roman, Briey, Homécourt, Longuyon

Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Madame Alexandra CHALOYARD
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY
Sixième section	Madame Safia ELMI-GANI
Septième section	Monsieur Patrick OSTER
Huitième section	Madame Stéphanie ATZENI
Neuvième section	Madame Diane LEPAGE

VU les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail ;

VU la décision de la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine en date du 18 juin 2012 relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle publiée le 27 juillet 2012 au recueil des actes administratifs ;

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de lorraine ou le Directeur du Travail responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle peuvent être amenés à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une Inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail ;

DECIDENT

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge, et dans la limite des intérimis dont il sera chargé dans les autres sections.

Article 1er : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail

- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement, exposés à l'inhalation de fibres d'amiante, au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Valérie VERBEKE
Deuxième section	Monsieur Claude MONSIFROT Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie TEDESCO Monsieur Jean-Philippe LE DAIN
Sixième section	Madame Sonia GUICHARD Monsieur Patrick JULLY chargé interim
Septième section	Madame Florence BOURELLY Monsieur Pascal BRENON
Huitième section	Monsieur Patrick JULLY
Neuvième section	Frédéric MOUGEOT

Article 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Article 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

Article 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Article 5 : La présente décision abroge celle du 1er janvier 2012.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre-lès-Nancy, le 2 juillet 2012

L'Inspectrice du Travail chargée de l'intérim
de la 2^{ème} section sur le canton de Jarville
Safia ELMI-GANI

L'Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section
Céline MARTINO

L'Inspectrice du Travail
Chargée de l'intérim sur les cantons de
Audun-le-roman, Briey, Homécourt, Longuyon
Marieke FIDRY

L'Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section
Mickaël MAROT

L'Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section
Alexandra CHALOYARD

L'Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section
Marieke FIDRY

L'Inspectrice du Travail de la 6^{ème} section
Safia ELMI-GANI

L'Inspecteur du Travail de la 7^{ème} section
Patrick OSTER

L'Inspecteur du Travail de la 8^{ème} section
Stéphanie ATZENI

L'Inspectrice du Travail de la 9^{ème} section
Par intérim,
L'Inspecteur du Travail
Patrick OSTER
Diane LEPAGE

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 25 juin 2012 enregistrée sous le N° SAP/534316468 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le Directeur du Travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

C O N S T A T E,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 07/06/2012 par l'association La Maison des Jardiniers, dont le responsable légal est Monsieur CLAUDON Christophe, numéro SIRET 53431646800014, sise 21 rue Georges Sand, 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association La Maison des Jardiniers, sous le n° SAP/534316468.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'association La Maison des Jardiniers est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 25/06/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 25 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 29 juin 2012 enregistrée sous le N° SAP/752156802 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le Directeur du Travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

C O N S T A T E,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 21/06/2012 par l'entreprise individuelle Laetitia RIGA (auto-entrepreneur), numéro SIRET 75215680200015, sise 68 boulevard d'Haussonville, 54000 NANCY.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI Laetitia RIGA, sous le n° SAP/752156802.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI Laetitia RIGA sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans, à domicile ;
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;

- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes. Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 29/06/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 29 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 5 juillet 2012 enregistrée sous le N° SAP/750774986 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le Directeur du Travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 02/07/2012 par Monsieur BOCKHORN Pascal (auto-entrepreneur), responsable de l'entreprise individuelle M'T Services, numéro SIRET 75077498600012, sise 10 rue de la Petite Boucherie, 54200 TOUL.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI Pascal BOCKHORN, M'T Services, sous le n° SAP/750774986.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI BOCKHORN Pascal sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;

- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains ».

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 05/07/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 5 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 19 juillet 2012 enregistrée sous le N° SAP/752066167 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le Directeur du Travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 09/07/2012 par l'entreprise individuelle AYARI Aida (auto-entrepreneur), numéro SIRET 75206616700012, sise 35 rue du Morvan, 54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI AYARI Aida, sous le n° SAP/752066167.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI AYARI Aida sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;

- Garde d'enfants à domicile de plus de 3 ans ;
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Soutien scolaire à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19/07/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 19 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne du 19 juillet 2012 enregistrée sous le N° SAP/524594165 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le Directeur du Travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 15/07/2012 par l'entreprise individuelle Num1nfo dont la responsable légale est Madame JACQUIN Marie-Claude (auto-entrepreneur), numéro SIRET 52459416500010, sise 10 rue Albert 1er, 54110 DOMBASLE.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI JACQUIN Marie-Claude, Num1nfo, sous le n° SAP/524594165.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'EI Num1nfo est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance informatique et internet à domicile.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 19/07/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 19 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-69 du 20 juillet 2012 autorisant à déroger à l'interdiction d'enlever, de transporter, de détenir et d'utiliser des spécimens d'oiseaux et de chiroptères morts

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces formulée par Monsieur GAILLARD Matthieu, directeur de l'association NEOMYS en faveur de lui-même et des mandataires suivants : MM. AUBRY Philippe, LEGEAY Clément et SPONGA Arnault ; et le dossier présenté au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature, en date du 23 mai 2012 ;
VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de la Protection de la Nature n°12/567 en date du 28 juin 2012 ;

CONSIDERANT que la demande de dérogation porte sur l'enlèvement, le transport, la détention et l'utilisation à des fins scientifiques de spécimens morts d'oiseaux et de chiroptères ;
CONSIDERANT l'intérêt des travaux pour la connaissance et la protection de la faune sauvage vis-à-vis de la problématique éolienne ;
CONSIDERANT l'absence de solution technique pertinente et satisfaisante pour la réalisation de cette étude ;
CONSIDERANT que cette demande s'inscrit dans un protocole national en cours de rédaction concernant le suivi post-installation de parc éolien ;
CONSIDERANT que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces considérées dans leur aire de répartition naturelle ;
CONSIDERANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction d'enlèvement, de transport, de détention et d'utilisation de toutes les espèces considérées se trouvent ici réunies ;

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Les bénéficiaires de la dérogation sont :

GAILLARD Matthieu, directeur de l'association NEOMYS
sis au 240 rue de Cumène – 54230 NEUVES-MAISONS ;
AUBRY Philippe, chargé d'étude faune à Neomys ;
SPONGA Arnaud, chargé d'étude faune à Neomys ;
LEGEAY Clément, chargé d'étude faune à Neomys.

Article 2 : Nature de la dérogation

Pour la réalisation d'étude génétique, biométrique et scientifique, les bénéficiaires identifiés à l'article 1er sont autorisés à déroger à l'interdiction d'enlever, de transporter, de détenir et d'utiliser tous les spécimens morts trouvés sous les éoliennes de toutes les espèces d'oiseaux et de chiroptères protégées au titre des articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement à l'exclusion des espèces figurant à l'arrêté du 9 juillet 1999 modifié.

Article 3 : Localisation

Les opérations prévues à l'article 2 seront réalisées sur l'ensemble des communes de Meurthe-et-Moselle

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements et mesures décrites dans le dossier et à condition que tous les cadavres soient détruits après leur étude.

Toute intervention liée à cette dérogation ne peut être réalisée que dans le cadre d'un mandatement explicite par un exploitant d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Une intervention peut notamment concerner la mise en œuvre du suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2780 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 : Modalités de suivi

M. le Président de l'association NEOMYS, fera réaliser à ses frais un rapport annuel des opérations. Ces rapports ainsi que les résultats bruts seront transmis à la DREAL Lorraine au plus tard en juin de chaque année.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 jusqu'au 31/12/2014.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,

par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :
notifié à M. le Directeur de l'Association NEOMYS ; publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ; et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 - Monsieur le Directeur territorial de l'Office national des forêts de Lorraine ;
 - Monsieur le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
 - Monsieur le chef du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage ;
 - Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité ;
 - Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;
 - Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine ;
 - M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.
- Metz, le 20 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale,
et par subdélégation,
La Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
Marie-Pierre LAIGRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Décision du 15 mai 2012 de délégations spéciales de signature pour les missions rattachées

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la mission maîtrise des risques :

- Monsieur Eric SAUVAGE, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques
- Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable

2. Pour la mission départementale d'audit :

- Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal des finances publiques, auditeur
- Madame Mireille GOUSSARD, inspecteur principal des finances publiques, auditrice
- Monsieur Yann LE-SAINT, inspecteur principal des finances publiques, auditeur
- Monsieur Julien REMY, inspecteur principal des finances publiques, auditeur
- Madame Claire STREBLER, inspecteur principal des finances publiques, auditrice
- Madame Stéphanie DREUX, inspecteur des finances publiques, assistante auditrice

3. Pour la mission politique immobilière de l'Etat :

- Monsieur Jean-Pierre BEAUX, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la missions politique immobilière de l'Etat.

4. Pour la mission communication :

- Monsieur Jean-Luc MANNEVILLE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, secrétaire général, chargé de communication.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 15 mai 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision du 15 mai 2012 de délégation de signature aux responsables du pôle pilotage et ressources et gestion fiscale (et, le cas échéant, à leur adjoint), ainsi qu'au responsable de la mission maîtrise des risques

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques, responsable du pôle pilotage et ressources, Monsieur Gabriel GANZENMULLER, administrateur des finances publiques, responsable du pôle gestion fiscale, Monsieur Eric SAUVAGE, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques, à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seuls, ou concurremment avec moi, sous réserve des dispositions de l'article 2 et des restrictions expressément prévues par la réglementation, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent.

Ils sont autorisés à agir en justice et effectuer des déclarations de créances.

Article 2 : Sont exclus du champ de la présente délégation tous les actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 11 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié.

Article 3 : La présente décision prend effet le 1er mai 2012.

Elle sera publiée au recueil des actes administratif du département.

Nancy, le 15 mai 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE HABITAT

AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT – DELEGATION DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision n°2012/DDT/HAB/06 du 14 juin 2012 portant adoption du programme d'actions territorial 2012

M. Raphaël BARTOLT, Délégué de l'Anah dans le département de Meurthe et Moselle, en vertu des dispositions de l'article L 321-1 du code de la construction et de l'habitation

VU les article R.321-10, R.321-10-1 et R.321-11 du code de la construction et de l'habitation,

VU la délibération du conseil d'administration de l'Anah du 13 décembre 2011,

VU la circulaire de programmation du 20 janvier 2012,

VU la programmation des crédits et les objectifs fixés en comité de l'administration régionale lors de sa séance du 7 février 2012,

VU la note de la directrice générale de l'Anah du 13 avril 2012

VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) lors des séances du 5 avril 2012 et 31 mai 2012,

D E C I D E

Article 1er : Le programme d'actions territorial pour l'année 2012 de la délégation locale (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du bassin de Pompey) est adopté.

Article 2 : La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Article 3 : La présente décision fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 juin 2012

Le Délégué de l'Agence,
Raphaël BARTOLT

Le "Programme d'Actions Territorial" est consultable à la Direction Départementale des Territoires - service Habitat - place des Ducs de Bar à Nancy.

Décision n°2012/DDT/HAB/07 du 10 juillet 2012 de nomination du délégué adjoint de l'Agence Nationale de l'Habitat

M. Raphaël BARTOLT, Délégué de l'Anah dans le département de Meurthe-et-Moselle, en vertu des dispositions de l'article L 321-1 du code de la construction et de l'habitation,

D E C I D E

Article 1er : M. Christophe FOTRÉ, titulaire du grade d'ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts et occupant la fonction de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est nommé délégué adjoint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à M. Christophe FOTRÉ, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

- Pour l'ensemble du département :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
 - tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;
 - tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L. 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
 - la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
 - tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO ;
 - toute convention relative au programme habiter mieux ;
 - le rapport annuel d'activité ;
 - après avis du délégué de l'Agence dans la région, les conventions pour la gestion des aides à l'habitat privé prévues à l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les avenants aux conventions en cours.
- Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :
- tous actes, dont les actes notariés d'affectation hypothécaire relatifs aux OIR1, et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;
 - la notification des décisions ;
 - la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions ;

Ces délégations s'appliquent également aux subventions accordées dans le cadre du Fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés - FART- (programme « Habiter mieux »).

- le programme d'actions ;
 - après avis du délégué de l'Agence dans la région, les conventions pluriannuelles d'opérations programmées [Cette délégation ne s'applique pas aux conventions dites de « portage » visées à l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation.] ;
 - les conventions d'OIR.
- Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :
- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
 - tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

Article 3 : Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation permanente est donnée à M. Christophe FOTRÉ, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

- Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- 1) toutes les conventions concernant des logements situés dans les territoires concernés, que ces conventions portent ou non sur des logements faisant également l'objet d'une subvention de l'Anah (conventionnement avec et sans travaux) ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
 - 2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
 - 3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.
- Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :
- 1) les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.

2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.

3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Article 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental des Territoires de Meurthe et Moselle ;
- à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;
- à M. le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;
- à Mme la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur administratif et financier ;
- à M. l'agent comptable de l'Anah ;
- aux intéressés.

Article 6 : La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département. Nancy, le 10 juillet 2012

Le Délégué de l'Agence,
Raphaël BARTOLT

Décision n°2012/DDT/HAB/08 du 11 juillet 2012 de subdélégation de signature du délégué adjoint de l'Agence dans le département à plusieurs de ses collaborateurs

M. Christophe FOTRÉ, délégué adjoint de l'Anah dans le département de Meurthe-et-Moselle en vertu de la décision n°2012/DDT/HAB/07 du 10 juillet 2012

D E C I D E

Article 1er : Délégation est donnée à M. Marc MENEGHIN, directeur adjoint des territoires de Meurthe-et-Moselle et à Mme Isabelle ROUYER-VANNIER, chef du service de l'habitat, aux fins de signer :

- Pour l'ensemble du département :
 - tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
 - tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;
 - tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L. 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions.
 - la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
 - tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO.
- Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :
 - tous actes, dont les actes notariés d'affectation hypothécaire relatifs aux OIR1, et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur ;
 - la notification des décisions ;
 - la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution des subventions.

Ces délégations s'appliquent également aux subventions accordées dans le cadre du Fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés – FART- (programme « Habiter mieux »).

- Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

Article 2 : Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation est donnée à M. Marc MENEGHIN, directeur adjoint des territoires de Meurthe-et-Moselle et à Mme Isabelle ROUYER-VANNIER, chef du service de l'habitat, aux fins de signer :

- Pour les territoires non couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (hors délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- 1) toutes les conventions concernant des logements situés dans les territoires concernés, que ces conventions portent ou non sur des logements faisant également l'objet d'une subvention de l'Anah (conventionnement avec et sans travaux) ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.

- 2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.

- 3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

- Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- 1) les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.

2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.

3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

Article 3 : Délégation est donnée à Mme Brigitte BOULANGER, chef de l'unité Anah, aux fins de signer l'ensemble des actes mentionnés aux articles 1 et 2, à l'exception de la signature de tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO et de la signature des actes notariés d'affectation hypothécaire.

Article 4 : Délégation est donnée à Mesdames Marie-Claire PESTELARD, Véronique RIVORY, Messieurs Sylvain DESSI et Gérald KREBS, instructeurs, aux fins de signer :

- en matière de conventionnement, les seuls documents visés aux points 2 et 3 de l'article 3 de la présente décision ;
- les accusés de réception ;
- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

Article 5 : La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Article 6 : Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental des Territoires de Meurthe et Moselle ;
- à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;
- à M. le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey ;
- à Mme la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur administratif et financier ;
- à M. l'agent comptable de l'Anah ;
- aux intéressés.

Article 7 : La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département Nancy, le 11 juillet 2012

Le délégué adjoint de l'Agence,
Christophe FOTRÉ

AGRICULTURE – FORET - CHASSE

Arrêté préfectoral n° 050 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 avril 1993 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune d'Avricourt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 avril 1993 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt ;

VU la demande de M. BERTRAND Claude ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 28 avril 1993 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Avricourt par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Avricourt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. BERTRAND Claude.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEGHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Avricourt - circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Avricourt		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		<u>M. VON JOEST Karl (Allemagne)</u>
		<u>Groupe Forestier de la Baronne</u>
	C	5 à 10

		<p>pour un total de 21 ha 54 a. (partie d'un ensemble de plus de 40 ha ; le reste sur le département de la Moselle)</p>
		<p><u>M. BERTRAND Claude</u></p>
	<u>B</u>	121 à 123
	<u>C</u>	3 – 4
	<u>ZB</u>	1 – 2 – 4 – 5 – 12 – 13 – 64 et 66
		<p>pour un total de 22 ha 38 a 70 ca. (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe sur les communes de Leintrey et Amenoncourt)</p>

Arrêté préfectoral n° 049 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 avril 1993 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune d'Amenoncourt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M, Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 avril 1993 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt ;

VU la demande de M. BERTRAND Claude ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 28 avril 1993 sont abrogées.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Amenoncourt par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Amenoncourt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. BERTRAND Claude.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Amenoncourt		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		<u>Commune d'Amenoncourt</u>
	AD	70 – 71 - 339 – 350 - 409
	<u>ZD</u>	57
		pour un total de 40 ha 57 a 63 ca.
		<u>Groupeement Forestier de la Baronne</u>
	B	1 à 8 – 13 – 14 – 15 – 17 – 20
		pour un total de 30 ha 30 a. (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe avec la commune d'Avricourt)
		<u>M. Claude BERTRAND</u>
	A	3 à 7 – 15 à 17 – 20 à 21 – 23 à 26 – 29 – 42 – 44 à 45 – 47 – 54 à 55 – 74 à

		76 – 602 – 626 à 627 – 644 à 646 – 648 – 652 à 656
	B	18 – 21 – 23 à 31 – 35 à 36 – 38 à 39 – 42 – 55 – 59 – 61 – 65 à 67 – 70 à 73 – 76 – 507 - 509
	D	<u>15 – 460 – 461 - 465</u>
	ZA	<u>7</u>
	ZB	6 à 9 – 11 à 15
		pour un total de 76 ha 28 a 40 ca.

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 ter
E N C L A V E S

Commune	Section	Désignation des terrains	Observations
Amenoncourt	A	1 à 2 – 18 à 19 – 22 – 27 à 28 – 30 à 41 – 43	
	B	56 à 58 – 60	
	D	462 à 464 – 466	
	ZB	10	
		pour un total de 12 ha 80 a 06 ca.	

Arrêté préfectoral n° 205 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 novembre 1975 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Autrepierre

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune d'Autrepierre ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 1975 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Autrepierre ;

VU la demande de M. CLAUDEPIERRE Noël ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 19 novembre 1975 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Autrepierre.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Autrepierre par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Autrepierre sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée d'Autrepierre,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. CLAUDEPIERRE Noël.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Autrepierre - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Autrepierre		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		Forêt domaniale de Grandseille
	C	214
		pour un total de 67 ha 41 a 58 ca.

		Commune d'Autrepierre
	C	59,154, 155
	ZH	44
	ZI	14
		pour un total de 47 ha 35 a 25 ca.
		M. CLAUDEPIERRE Noël
	ZB	4, 6 à 7, 14 à 17, 19
	D	15, 607
		pour un total de 34 ha 62 a 82 ca.
		(partie d'un ensemble de plus de 40 ha d'un seul tenant contigüe avec les communes de Leintrey et Gondrexon)

Arrêté préfectoral n° 051 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Leintrey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Leintrey ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 1991 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Leintrey ;

VU les demandes de M. CLAUDEPIERRE Noël et de M. BERTRAND Claude ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 3 septembre 1991 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Leintrey.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Leintrey par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune de Leintrey sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de Leintrey,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. CLAUDEPIERRE Noël,
- M. BERTRAND Claude.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Leintrey- Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Leintrey		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		ETAT (forêt domaniale)
	V	232, 468
	Y	653
	Z	141
		pour un total de 49 ha 92 a 35 ca.

	X	<u>M. MARIN Henri</u> 4 à 12, 14 à 24, 29, 39 à 40 pour un total de 64 ha 78 a 00 ca.
	C	<u>M. VON JOST Charles Auguste</u> <u>Groupement Forestier de la Baronne</u> 1 à 3 pour un total de 70 ha 74 a 60 ca.
	ZI	<u>M. BRIEL Roland</u> 34 (étang) pour un total de 1 ha 20 a 05 ca.
	ZL	<u>Société FORETSAIN</u> 33, 39 à 42, 46, 52, 59, 60
	ZK	1, 2, 6, 8 à 11 pour un total de 42 ha 40 a 45 ca.
	V	<u>M. SEVERIN Jean-Marie</u> 226 pour un total de 19 ha 18 a. (en application de l'article L 222-12 du code rural, apport de l'ACCA de REILLON)
	ZE	<u>M. CLAUDEPIERRE Noël</u> 16, 22, 23, 25 pour un total de 1 ha 63 a 15 ca. (partie d'un ensemble de plus de 40 ha d'un seul tenant contigüe avec les communes de GONDREXON et AUTREPIERRE)
	C	<u>M. BERTRAND Claude</u> 5 à 8, 10, 15 pour un total de 124 ha 84 a 80 ca.

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 ter
E N C L A V E S

Commune	Section	Désignation des terrains	Observations
Leintrey	ZL	32, 34 à 35, 43 à 44	demandées par la Société FORETSAIN.

Arrêté préfectoral n° 206 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1975 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondrexon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Gondrexon ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M . Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 1975 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondrexon ;
 VU la demande de M. CLAUDEPIERRE Noël ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 28 juillet 1975 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondrexon.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Gondrexon par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune de Gondrexon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Gondrexon,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. CLAUDEPIERRE Noël.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gondrexon - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Gondrexon	ZA	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : <u>M. CLAUDEPIERRE Noël</u> 4, 5, 7, 9, 10, 20, 26 <u>pour un total de 4 ha 92 a 72 ca.</u> (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe avec les communes de Leintrey et Autrepierre)

Arrêté préfectoral n° 332 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crevéchamps

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Crevéchamps ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1973 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crevéchamps ;

VU la demande de M. GANIER Jean-Paul ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 18 octobre 1973 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crevéchamps.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Crevéchamps par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Crevéchamps sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Crevéchamps,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. GANIER Jean-Paul.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Crevéchamps - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Crevéchamps	C	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : <u>M. GANIER Jean-Paul</u> 465 à 467 – 470 à 471

	<u>ZD</u>	48 pour un total de 29 ha 34 a 75 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Saint-Remimont).
--	-----------	--

Arrêté préfectoral n° 25 du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Vilcey sur Trey ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'annexe 2 du présent arrêté complète l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Vilcey sur Trey par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Vilcey sur Trey sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Vilcey sur Trey - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 bis
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Vilcey sur Trey		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	A	<u>Commune</u> 52, 53 Pour un total de 100 ha 00 a 00 ca
	A	<u>M. NOCOLAS Marcel</u> 3, 5, 124 Pour un total de 14 ha 82 a 10 ca Réservation de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Prény
	A	<u>M. HOLLINGER Jean</u> 10 à 16, 18, 19, 21 à 34, 49, 91, 96 à 98, 108, 111 à 119, 120, 121, 128 à 131 Pour un total de 86 ha 00 a 00 ca
	A	<u>M. ROBIN Victor</u> 34 à 38, 40 à 48, 110 à 123
	B	96, 97, 101, 136 Pour un total de 28 ha 27 a 62 ca Réservation de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Villers-sous-Prény <u>M. THOUVENIN Michel</u>

	C	47 à 59, 61 à 63, 68, 69 Pour un total de 65 ha 86 a 06 ca
--	---	---

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée e Vilcey sur Trey - Circulaire F/3/C 4 560 du 8 août 1967 - modèle 11 ter

ENCLAVES

Commune	Section	Désignation des terrains
Vilcey sur Trey	C	81 - 82 pour un total de 16 ha 21 a 40 ca

ENVIRONNEMENT-EAU-BIODIVERSITÉ

Arrêté DDT-PECHE 2012/017 du 18 juillet 2012 spécifique réglementant les tailles de capture et les dates d'ouverture et de fermeture de la pêche de l'Ecrevisse à pattes rouges (*Astacus astacus*) sur l'étang de pêche de Favières pour l'année 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles R. 436-8, R. 436-10 et R. 436-18 et R 436-26 ;
 VU l'arrêté réglementaire permanent du 16 décembre 2011 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'avis annuel du 16 décembre 2011 définissant les périodes d'ouverture de la pêche en eau douce dans le département de Meurthe-et-Moselle en 2012 ;
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
 VU la demande du président de l'A.A.P.P.M.A. « les Hameçons de l'Aroffe » du 9 juillet 2012 ;
 VU l'avis du 12 juillet 2012 du chef du service départemental de l'ONEMA ;
 VU l'avis du 12 juillet 2012 du président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
 VU l'avis du directeur départemental des territoires ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de protéger la population d'Ecrevisses à pattes rouges (*Astacus astacus*) située sur l'étang de pêche de FAVIERES, la pêche de celles-ci sera autorisée uniquement le samedi 28 juillet 2012 et le samedi 4 août 2012 aux heures légales de pêche.

Article 2 : Seuls les mâles capturés dont la taille sera au minimum de 9 cm et les femelles dont la taille sera au minimum de 11 cm pourront être conservés.

Article 3 : Le nombre de ligne est limité à 3 par pêcheur. Le nombre de balance est limité à 6 par pêcheur.

Article 4 : Les balances devront être de forme carrées, rondes ou losangiques et ne devront pas dépasser 30 cm de diagonale. Les mailles carrées, rondes, hexagonales ou losangiques devront être égales ou supérieures à 27 mm.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Secrétaire Général absent,
 La Sous-Préfète de BRIEY
 Christine BOEHLER

Arrêté DDT-PECHE 2012/018 du 18 juillet 2012 autorisant le bureau d'études PEDON Environnement et Milieux Aquatiques SARL à pratiquer des pêches à des fins scientifiques sur la Meurthe, la Moselle navigable et le Rupt de Mad dans le cadre du diagnostic PCB et mercure sur le bassin Rhin-Meuse

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, Livre IV, Titre III : Pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, Art. L. 432-10, L. 436-9 et R. 432-6 à R. 432-10 ;
 VU le code de l'environnement, Livre IV, Titre I : Protection de la faune et de la flore, Art. L. 411-1 et suivants
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
 VU la demande d'autorisation de pêche à des fins scientifiques présentée le 11 juillet 2012 par le bureau d'études PEDON Environnement et Milieux Aquatiques SARL ;
 VU l'avis de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
 VU l'avis du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
 VU l'avis de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : bénéficiaire de l'opération

Mme Anne PEDON FLESCHE, gérante, Mmes Elodie THIEBAUT-SILVESTRI et Audrey DELONG, M. Quentin HOFFMANN opérateurs du bureau d'études PEDON, demandeur, ainsi que Mme Delphine GOFFAUX et M. Marc MARECHAL, membres de la société Profish Technology (Nannine, Belgique) sous traitée pour réaliser les pêches à l'électricité, sont autorisés à capturer dans la Meurthe à Tomblaine, dans la Moselle navigable à Belleville et dans le Rupt de Mad à Essey-et-Maizerais, des spécimens de poissons à des fins scientifiques et à les transporter, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 : cadre de cette opération

Ces opérations commandées par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont réalisées dans le cadre d'un diagnostic du niveau de contamination des poissons par les PCB et le mercure sur le bassin Rhin-Meuse, avec prélèvements de lots de 5 poissons appartenant à chacune des espèces concernées par le diagnostic aux fins d'analyses.

Sont exclues de la présente autorisation les captures de sauvetage ou de gestion de peuplements piscicoles pour expositions à but pédagogique ou autre, ainsi que toute opération impliquant un transport du poisson hormis les dispositions de l'article 6 du présent arrêté.

Article 3 : responsables de l'exécution matérielle

- Mme Elodie THIEBAUT-SILVESTRI, chef de projet
- Mme Audrey DELONG, chargée d'études
- M. Quentin HOFFMANN, technicien
- Mme Delphine GOFFAUX et M. Marc MARECHAL, agents de la société Profish Technology, agissant pour le compte de PEDON Environnement.

Article 4 : validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 1er août 2012 jusqu'au 30 septembre 2012.

Article 5 : moyens de capture autorisés

L'échantillonnage par pêche à l'électricité, sera réalisé en bateau le long des berges de la Meurthe et la Moselle et à pieds ou en bateau sur le Rupt de Mad. Le bénéficiaire utilisateur de matériel homologué devra notamment observer les dispositions légales en matière d'hygiène et sécurité du code du travail, et notamment les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 et bénéficier de la certification annuelle du matériel utilisé.

Article 6 : destination du poisson capturé

Les poissons capturés sont destinés aux analyses ou observations scientifiques réalisées en laboratoire.

Article 7 : accord du détenteur du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du détenteur du droit de pêche.

Article 8 : déclaration préalable

Une semaine au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite précisant le programme, les dates et lieux de captures, les moyens mis en œuvre, la destination des poissons capturés, au service Environnement - Eau de la DDT, au Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et à la Direction Régionale de Metz de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (O.N.E.M.A.) ainsi qu'au chef du service départemental de l'ONEMA (Monsieur Jean-Baptiste SCHWEYER 2 Cottage des Saules 54230 CHAVIGNY Tél. 06.72.08.10.77).

Article 9 : compte-rendu d'exécution

Dans le délai d'un mois après la réalisation des opérations, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser un compte-rendu d'exécution respectant les protocoles ou formats précités et précisant la destination donnée aux poissons pêchés :

- à la DDT, service Environnement - Eau du département où sont réalisées les opérations ;
- au Délégué Interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques qui fait part de ses avis et de ses observations quant à l'exploitation des données ;
- au Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,

Article 10 : présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation des opérations de capture et de transport. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 11 : retrait de l'autorisation

La présentation autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 12 : respect des prescriptions des autorisations

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4ème classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Article 13 : recours contentieux

Cette décision est susceptible de recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 14 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 15 : publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) pendant un an au moins.

Article 16 : exécution

le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires de l'opération,
et dont ampliation sera adressée au :

président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

délégué interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de BRIEY
Christine BOEHLER

TRANSPORT - SECURITE

Arrêté 2012/DDT/TS/051 du 20 juillet 2012 approuvant le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) des infrastructures routières et ferroviaires du réseau de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 572-1 à L 572-11 et R 572-1 à R 572-11 transposant cette directive ;

VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU la circulaire du 7 juin 2007 relative à l'élaboration des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU la circulaire du 23 juillet 2008 relative à l'élaboration des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2008 d'approbation des cartes de bruit stratégiques des autoroutes non concédées et routes nationales ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2008 d'approbation des cartes de bruit stratégiques des autoroutes A4 et A31 concédées ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2009 d'approbation des cartes de bruit stratégiques des infrastructures ferroviaires ;

VU la mise à disposition du public du projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle organisée du 9 mai au 10 juillet 2012 et l'absence d'observations formulées par le public sur le projet ;
SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le PPBE des infrastructures routières et ferroviaires du réseau de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Les infrastructures concernées sont les suivantes :

Infrastructures routières

infrastructure	Point de départ	Point d'arrivée	longueur	gestionnaire
A31	Echangeur N52	Limite département Moselle	53 km	DIR Est
A33	Echangeur A31	Echangeur N333	26 km	
A330	PR.0 (D674)	Echangeur N57	10 km	
A30	Echangeur N52	Limite département Moselle	3 km	
A4	Commune de Olley	Commune de Auboué	18 km	SANEF
A31 (enclave dans département 88)	Gémonville	Limite département Vosges	2,5 km	APRR
A31 (enclave dans département 88)	Favières	Limite département Vosges	1,4 km	
A31	Favières	Allain	6,3 km	
RN 57	Echangeur A330	Limite département Vosges	22 km	DIR Est
RN 52	Frontière Belge	Echangeur A30	21 km	
RN4 secteur est	Echangeur D99	Echangeur D400	5 km	
RN4 secteur ouest	Limite département Meuse	Limite département Meuse	11 km	
RN4 (ex RN333)	Echangeur A33	Echangeur N59	12 km	

Infrastructures ferroviaires

infrastructure	Point de départ	Point d'arrivée	longueur	gestionnaire
Ligne N°70	Frouard	Dombasle	29,3km	RFF
Ligne N°90	Belleville	Arnaville	22,7km	

Il a été établi en application de la première échéance de la directive européenne 2002/49/CE et est fondé sur les cartes de bruit approuvées.

Article 2 : Le PPBE comporte :

- la synthèse des résultats de la cartographie du bruit du réseau national du département, faisant apparaître, notamment, le nombre de personnes vivant dans les bâtiments d'habitation et le nombre d'établissements d'enseignement et de santé exposés à un niveau de bruit excessif,
 - les objectifs de réduction du bruit dans les zones exposées à un bruit dépassant les valeurs limites, mentionnées à l'article R 572-4 du Code de l'environnement,
 - les mesures visant à prévenir ou à réduire le bruit dans l'environnement, arrêtées au cours des dix dernières années précédentes et prévues pour les cinq années à venir par le gestionnaire de la voie,
 - les financements prévus pour la mise en œuvre des mesures recensées,
 - l'analyse des coûts et avantages attendus des différentes mesures envisageables,
- une estimation de la diminution du nombre de personnes exposées au bruit à l'issue de la mise en œuvre des mesures prévues,
- un résumé non technique du plan.

Une note exposant les modalités de concertation et de consultation du public est jointe en annexe au PPBE.

Article 3 : Ce PPBE est consultable par voie électronique sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (<http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr/index.php>) rubrique Environnement / bruit

Ces documents sont également consultables par le public, sur rendez-vous pris auprès de la direction départementale des Territoires, cité administrative – 45 rue Sainte Catherine à Nancy, Service transports, sécurité - Unité bruit, publicité, qualité de l'air.

Article 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de BRIEY
Christine BOEHLER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
SERVICE SOLIDARITÉ INSERTION

Arrêté DDCS/SI/2012/33 du 2 juillet 2012 complétant et modifiant l'arrêté DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;
VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;
VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-08 du 27 mars 2012 complétant et modifiant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des MJPM du département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-32 du 02/07/2012 portant agrément de Mme FORFERT Lise épouse HAZOTTE pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;
VU la déclaration en date du 26 avril 2012 de l'EHPAD de Gerbéviller 1, ruelle du Jard 54830 GERBEVILLER pour la désignation par convention de son préposé d'établissement en la personne de Madame MICHEL épouse LAUREN Isabelle sur l'EHPAD de Rosières-aux-Salines - rue du Paquis des Toiles - 54110 Rosières-aux-Salines. Dossier déclaré complet le 15 juin 2012 ;
SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'article 2 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est complétée comme suit :

- 1° Tribunal d'instance de NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme FORFERT Lise épouse HAZOTTE domiciliée BP 40021 54271 ESSEY LES NANCY CEDEX

3) personnes physiques préposés d'établissement et services préposés d'établissement :

Est ajouté à la liste un établissement par convention :

- Mme MICHEL épouse LAUREN Isabelle

Maison de retraite de Gerbéviller et
par convention
Maison de retraite EHPAD
Rue du Paquis des Toiles
54110 Rosières-aux-Salines

- 2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme FORFERT Lise épouse HAZOTTE domiciliée BP 40021 54271 ESSEY LES NANCY CEDEX

3) personnes physiques préposés d'établissement et services préposés d'établissement :

Est ajouté à la liste un établissement par convention :

- Mme MICHEL épouse LAUREN Isabelle

Maison de retraite de Gerbéviller et
par convention
Maison de retraite EHPAD
Rue du Paquis des Toiles
54110 Rosières-aux-Salines

Article 2 : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges en qualité de délégué aux prestations familiales, fixée par l'article 4 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est modifiée comme suit :

1) En qualité de services :

Service Délégués aux prestations familiales de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), au lieu de service MJPM de l'UDAF, service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

Le reste sans changement

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Nancy et de Briey ;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

- aux juges des enfants des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey ;

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre des affaires sociales et de la santé, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière CO 38 - 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 2 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté DDCS/SI/2012-32 du 2 juillet 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;
VU le dossier déclaré complet le 06/06/2012 présenté par Mme FORFERT épouse HAZOTTE Lise domiciliée 7, rue des Jardinets 54280 CHAMPENOUX, adresse professionnelle BP 40021 54271 ESSEY LES NANCY CEDEX en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs du département de Meurthe et Moselle ;
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-08 du 27 Mars 2012 modifiant et complétant l'arrêté susvisé du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs de Meurthe et Moselle ;
VU l'avis favorable en date du 09/05/2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT que Madame FORFERT Lise épouse HAZOTTE satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Madame FORFERT Lise épouse HAZOTTE justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame FORFERT Lise épouse HAZOTTE domiciliée BP 40021 - 54271 ESSEY-LES-NANCY CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 2 juillet 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

SECRÉTARIAT DIRECTION GÉNÉRALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature du 23 juillet 2012 accordée par le directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Vu la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation principale à Mme Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe, pour signer en ses nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Et donne délégation secondaire à M. Pascal TAFFUT, Directeur Adjoint, pour signer en ses nom et place, en cas d'empêchement de Mme Geneviève LEFEBVRE, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 29 novembre 2011.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juillet 2012

Le Directeur général,
Président du directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation de signature,
Directrice générale adjointe,
Geneviève LEFEBVRE
Directeur adjoint,
Pascal TAFFUT

